

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1907.

Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE MAERE D'AERTRIJCKE.

MESSIEURS,

Les crédits demandés pour les dépenses ordinaires du budget de la Guerre de 1908 s'élèvent à fr. 50,551,274.48
en augmentation de » 151,664.99
sur l'exercice précédent.

Quant aux dépenses exceptionnelles, elles accusent une décroissance de 6,975,500 francs sur l'exercice précédent de 1907.

Cet amoindrissement dans les frais résulte surtout des deux grandes réductions relevées dans cette catégorie: 1° à l'article 38 (ancien) concernant l'artillerie de campagne : « 2,800,000, soit 6,000,000 (1907) — 3,200,000 (1908) » ; 2° à l'article 41 ayant trait à l'armement des ouvrages fortifiés du pays : « 4,967,000, soit 5,000,000 (1907) — 350,000 francs (1908). »

On remarquera que dans l'exposé des différents articles du budget de 1908, le Département de la Guerre indique pour chacun d'eux la diminution ou l'augmentation par rapport à l'exercice précédent.

Ainsi qu'il a été fait dans l'établissement du rapport, élaboré au nom de la section centrale, pour l'exercice 1907, nous croyons intéressant de signaler les détails relatifs aux dépenses ordinaires et de relever également le montant des diverses dépenses exceptionnelles.

Quant aux dépenses ordinaires de 1908, leur écart minime avec celles de 1907, et l'exposé, fait par le Département de la Guerre, des différences signalées précédemment, nous permettent de reproduire les données précitées du budget, de la page 2 à la page 6, jusqu'au chapitre XI exclusivement.

(1) Budget n° 4^{xi}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. de Maere d'Aertrijcke, Heynen, Monville, Gielen, Augusteyns, Terwangne (Gustave).

PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.**CHAPITRE I^{er}.****ADMINISTRATION CENTRALE.****ART. 2. — Traitements du personnel civil.**

Crédit demandé pour 1908.. fr.	435,000 »
— alloué pour 1907	420,000 »
AUGMENTATION. fr.	15,000 »

nécessaire en partie à raison de certaines modifications apportées à la composition du cadre des fonctionnaires, employés et gens de service, et pour le surplus en vue des augmentations normales de traitement.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

**ART. 5. — Bibliothèque du Département de la Guerre
et Institut cartographique militaire.**

Crédit demandé pour 1908 fr.	213,530 »
— alloué pour 1907	207,530 »
AUGMENTATION. fr.	6,000 »

destinée aux augmentations normales de traitement à accorder aux employés et au personnel civil subalterne de l'Institut cartographique militaire.

CHAPITRE II.**TRAITEMENTS, INDEMNITÉS, SOLDES ET ACCESSOIRES.****1^{er} Section. — Traitements et indemnités des états-majors et des officiers sans troupes.****ART. 8. — Traitements et indemnités du service de l'intendance.**

Crédit demandé pour 1908 fr.	283,043 »
— alloué pour 1907	282,010 50
AUGMENTATION. fr.	1,032 50

sollicitée afin de mettre le montant du crédit d'accord avec le chiffre de la dépense.

**ART. 9. — Traitements et indemnités des officiers du service de santé
des hôpitaux.**

Crédit demandé pour 1908 fr.	405,497 50
— alloué pour 1907	407,983 »
DIMINUTION.	2,487 50

provenant de ce que les traitements des pharmaciens de 2^e et de 3^e classe sont portés aux taux des grades correspondants des officiers non montés des corps de troupe, ainsi que cela existe déjà pour les pharmaciens de 1^{re} classe.

2^e Section. — Traitements, indemnités, solde et accessoires des troupes.

ART. 10. — *Traitements, indemnités et solde de l'infanterie.*

Crédit demandé pour 1908	fr. 12,338,537 70
— alloué pour 1907.	10,892,734 20
AUGMENTATION.	1,442,803 50

NOTE PRÉLIMINAIRE.

ART. 11. — *Traitements, indemnités et solde de la cavalerie.*

Crédit demandé pour 1908.	fr. 3,347,158 65
— alloué pour 1907.	3,099,733 65
AUGMENTATION.	247,425 »

ART. 12. — *Traitements, indemnités et solde de l'artillerie et du train.*

Crédit demandé pour 1908.	fr. 5,127,209 57
— alloué pour 1907.	4,594,061 88
AUGMENTATION.	533,147 69

ART. 13. — *Traitements, indemnités et solde du génie.*

Crédit demandé pour 1908.	fr. 1,637,446 30
— alloué pour 1907.	1,538,943 »
AUGMENTATION.	98,503 30

ART. 14. — *Traitements, indemnités et solde du bataillon d'administration.*

Crédit demandé pour 1908.	fr. 1,380,739 15
— alloué pour 1907.	1,370,048 65
AUGMENTATION.	10,690 50

Les augmentations proposées aux articles 10 à 14 sont dues principalement aux causes suivantes :

1^o L'arrêté royal du 9 août 1907, révisant celui du 25 août 1906, a rétabli, en ce qui concerne les ménages des troupes, les dispositions qui étaient en vigueur antérieurement au 1^{er} octobre 1906. En conséquence, la solde journalière, égale aux deniers de poche augmentés de 18 centimes, reprend son cours, moyennant quoi les corps de troupes doivent pourvoir eux-mêmes à toutes les dépenses relatives aux ménages. La majeure partie des fonds nécessaires au rétablissement de l'ancienne solde provient de transferts des articles 24 (*Nourriture des troupes. Fourrages*) et 25 (*Service du couchage*).

2^o Les crédits nécessaires pour les officiers élèves de l'École d'application,

qui étaient payés autrefois sur les reliquats ou au moyen de transferts à la fin de l'exercice, sont actuellement prévus au Budget. Ces crédits s'élèvent à 175,000 francs ;

3° Le bissext de l'année 1908 amène une dépense supplémentaire approximative de 23,500 francs, se répartissant entre les articles 10 à 14.

4° Le taux de l'indemnité à payer aux habitants pour logement avec nourriture des sous-officiers et soldats a été porté de fr. 1.25 à fr. 1.50.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

CHAPITRE IV.

ACADÉMIE MILITAIRE.

ART. 17. — *Personnel de l'École militaire.*

Crédit demandé pour 1908	fr.	140,600	»
— alloué pour 1907		135,600	»
AUGMENTATION.	fr.	5,000	»

sollicitée en vue d'améliorer la situation du personnel civil subalterne.

CHAPITRE VI.

MATÉRIEL DU GÉNIE.

ART. 23. — *Matériel du génie.*

Crédit demandé pour 1908	fr.	4,694,270	»
— alloué pour 1907		4,701,270	»
DIMINUTION.	fr.	7,000	»

Certaines allocations qui étaient payées sur cet article sont mises à charge de l'article 13. Il s'agit donc d'un simple transfert.

CHAPITRE VII.

NOURRITURE DES TROUPES, FOURRAGES ET AUTRES PRESTATIONS.

ART. 24. — *Nourriture des troupes. Fourrages.*

Crédit demandé pour 1908	fr.	9,998,129	65
— alloué pour 1907		11,838,729	65
DIMINUTION.	fr.	1,840,600	»

Au Budget de l'exercice 1907, cet article a été augmenté de 1,867,600 fr. pour le motif que les dépenses des ménages des troupes devaient être payées directement par le Trésor. Ces dépenses étant remises à la charge des corps ainsi qu'il est exposé plus haut, la somme de 1,840,600 francs est transférée aux articles relatifs à la solde des troupes.

Le montant de l'ancien crédit reste augmenté de la somme de 27,000 francs formant la différence entre celles qui viennent d'être indiquées, à raison de la dépense supplémentaire à résulter du bissexe de l'année 1908.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

ART. 25. — *Service du couchage.*

Crédit demandé pour 1908	fr.	550,000	»
— alloué pour 1907		700,000	»
DIMINUTION	fr.	150,000	»

Même explication qu'à l'article précédent.

Il s'agit ici de la somme représentant les frais du lavage du linge qui avaient été mis directement au compte de l'Etat et qui sont remis à la charge des corps de troupe.

ART. 26. — *Habillement des troupes. Renouvellement et entretien du harnachement de la cavalerie.*

Crédit demandé pour 1908	fr.	5,145,000	»
— alloué pour 1907		5,245,000	»
DIMINUTION	fr.	100,000	»

Les approvisionnements nécessaires en vue d'une mobilisation éventuelle de l'armée auront atteint en 1908 une hauteur telle qu'il est permis de réduire de 100,000 francs l'article relatif à l'habillement.

ART 29. — *Remonte.*

Crédit demandé pour 1908	fr.	900,000	»
— alloué pour 1907		1,007,850	»
DIMINUTION	fr.	107,850	»

Depuis quelques années, le montant de l'article relatif à la remonte présente un excédent. Il peut être réduit au chiffre de 900,000 francs.

DEUXIÈME SECTION. — DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

CHAPITRE XI.

Passons maintenant à l'énumération de ces *dépenses exceptionnelles* que nous avons vu être en décroissance de 6,975,300 francs sur celles de l'année 1907.

ART. 34 (ancien). — Participation dans les frais de certains stands communaux fr.	37,500
ART. 35 (ancien). — Organisation de parcs aérostatiques de places	86,000
ART. 36 (ancien). — Construction d'un arsenal du parc de campagne à Etterbeek	370,000
ART. 37 (ancien). — Amélioration du casernement	2,025,000
ART. 38 (ancien). — Armement de l'artillerie de campagne	3,200,000
ART. 39 (ancien). — Armement des troupes de l'artillerie de forteresse	250,000
ART. 40 (ancien). — Complément ou transformation du charroi de l'armée	150,000
ART. 41 (nouveau). — Complément partiel du matériel de siège des ouvrages fortifiés du pays	50,000
ART. 42 (43 ancien). — Aménagement des trains sanitaires	50,000
ART. 43 (nouveau). — Routes militaires de Liège et de Namur et réseaux téléphoniques dans ces positions.	178,200
ART. 44 (nouveau). — Aménagement de champs de tir	16,000
ART. 45 (nouveau). — Acquisition de couchettes individuelles en fer pour le camp de Beverloo	125,000
ART. 46 (nouveau). — Installation d'un service de mécanothérapie à l'hôpital militaire de Bruxelles	25,000

Voici les principales observations, formulées en sections, contre le budget examiné.

En :

1^{re} section, aucune.

2^{de} section, un membre attire l'attention sur les pensions militaires; il serait temps d'aboutir.

Un membre estime qu'il y a lieu de modifier nos institutions militaires; il trouve que le service général devrait être instauré. Un membre demande quand l'artillerie sera renouvelée.

3^{me} section, un membre demande quand le Gouvernement compte déposer le projet sur les pensions militaires.

4^{me} section, un membre demande la suppression du remplacement et un autre membre que l'on accorde des facilités au système du volontariat en étant plus conciliant pour les admissions.

5^{me} section, un membre appelle l'attention du Gouvernement sur la situation des archivistes civils au ministère de la guerre. Un autre émet le vœu qu'on facilite considérablement le mariage des officiers.

D'autres déclarent que leurs vœux vont plus loin et demandent la modification de la loi sur la dot des épouses d'officiers.

La section charge son rapporteur de soumettre les questions à la section centrale.

Un membre demande un rapport sur les résultats de l'application de la loi sur le volontariat.

La majorité de la section motive son vote négatif sur le maintien du remplacement.

En 6^{me} section, aucune.

RÉSULTATS DES VOTES EN SECTION :

1 ^{re}	9 oui	6 non	
2 ^{de}	8 oui	3 non	1 abstention
3 ^{me}	6 oui	7 non	
4 ^{me}	12 oui	1 non	1 abstention
5 ^{me}	6 oui	8 non	
6 ^{me}	9 oui	4 non	1 abstention
	50 oui	29 non	3 abstentions

Ainsi qu'il a été rappelé ci-dessus, la section centrale a pris en considération le vœu émis par la 5^e section de voir son rapporteur exprimer ses desiderata : et les questions formulées par cette section ont été transmises au Département de la Guerre en sollicitant celui-ci de bien vouloir y répondre.

Plusieurs autres points, soulevés en section centrale, ayant été de nature à provoquer du Département de la Guerre son intervention pour les réponses, le rapport formule plus bas, sous forme de *question*, les considérations soulevées et y joint comme *réponse* les indications fournies par le Ministère de la Guerre.

QUESTION.

Dans la séance du 10 mai 1907, M. le Ministre de la Guerre a déclaré qu'il fallait faire un essai loyal de la loi de milice de 1902.

Il me semble que les résultats de cet essai peuvent être appréciés aujourd'hui et condamnent les principes de cette loi.

S'il n'est pas de cet avis, Monsieur le Ministre voudrait-il nous dire comment il apprécie ces résultats?

RÉPONSE.

Répondant le 7 août dernier à une question qui m'était adressée au Sénat, j'ai fixé la période de 1907-1908 comme devant clôturer l'essai loyal de la loi de milice de 1902.

Alors seulement, je pourrai, eu suffisante connaissance de cause, émettre un avis sur le rendement de cette loi.

Une appréciation de ma part, des résultats obtenus à ce jour, serait incomplète et pas assez fondée.

Je m'en tiens donc à l'engagement que j'ai pris au Sénat de me prononcer après l'exercice de milice de 1907-1908.

QUESTION.

Monsieur le Ministre considère-t-il que l'armée est insuffisante pour garder la frontière, défendre la ligne de la Meuse et occuper Anvers? Et n'est-il pas ému des observations faites dans le *Journal des Débats* par M. Malo et dans le *Temps* par le général Langlois?

RÉPONSE.

Le Gouvernement, se ralliant aux résolutions de la sous-commission militaire formée au sein de la commission mixte de 1901, a admis qu'une armée de campagne de 100,000 hommes et des troupes de forteresse d'un effectif de 80,000 hommes sont suffisants pour assurer la défense du territoire et celle des places fortes.

Les mesures prises dès maintenant permettent de compter sur ces effectifs au moment d'une mobilisation.

Les articles publiés dans le *Journal des Débats* par M. Malo et dans le *Temps* par M. le général Langlois ne sont pas de nature à modifier les conclusions de la sous-commission prérappelée.

QUESTION.

Quel est le nombre de miliciens qui ont effectué le versement à la caisse de remplacement?

Quel est le nombre de volontaires avec prime au moment de l'incorporation de ces deux contingents?

Est-ce que tous les miliciens qui ont demandé à être remplacés ont obtenu leur congé définitif pendant les trois dernières années et cette année?

Combien en est-il à qui le département de la Guerre n'a pas pu fournir de remplaçant?

RÉPONSE.

1,541 miliciens de la classe de 1906 et 1,590 miliciens de la classe de 1907 ont effectué le versement du prix du remplacement.

L'entrée au service actif des miliciens de 1906 a eu lieu du 1^{er} octobre au 2 décembre 1906. A cette dernière date, le nombre des volontaires avec prime affectés au remplacement des miliciens de cette classe était de 1,548.

Quant à la classe de 1907, les opérations du remplacement continuent et tout porte à croire que, grâce aux nouvelles conditions d'engagement, le nombre des volontaires avec prime atteindra celui des miliciens à remplacer.

Tous les miliciens des classes de 1904, 1905 et 1906, ayant été remplacés, ont reçu le congé définitif prescrit par l'article 75 de la loi sur la milice.

Les opérations du remplacement ne sont pas terminées pour la classe de milice de 1907.

QUESTIONS.

Caisse de remplacement.

Monsieur le Ministre voudrait-il communiquer à la Chambre le règlement organique de cette caisse ainsi que le compte des trois dernières années et de l'année 1907?

Quel usage est-il fait des fonds de cette caisse?

N'ont-ils pas servi à faire des avances provisoires aux caisses de régiment ?

RÉPONSES.

Le règlement organique de la caisse de remplacement est contenu dans divers arrêtés royaux pris en exécution de l'article 77 de la loi sur la milice du 3 juin 1870. Ci-joint copie des dispositions qui sont encore en vigueur.

Le compte des trois dernières années et des trimestres écoulés de l'année 1907 est repris au tableau également ci-joint.

Les fonds de la caisse de remplacement servent uniquement à rémunérer les volontaires avec prime et à liquider les dépenses résultant du recrutement de ces volontaires, telles que les indemnités des officiers de milice, les gratifications des agents recruteurs, les frais d'administration et de matériel.

Cependant, la loi du 1^{er} septembre 1893 a autorisé, dans l'intérêt de la défense nationale, un prélèvement de 5,000,000 de francs sur l'avoir de la caisse de remplacement, au profit du compte des recettes extraordinaires de l'Etat pour l'exercice 1893.

D'autre part, en vertu de la loi du 30 mars 1906, relative au système défensif d'Anvers, la caisse de remplacement devra avancer au fonds spécial créé par cette loi, une somme de 15,000,000 de francs, qui sera remboursée à mesure de la réalisation des terrains militaires.

La caisse de remplacement ne fait aucune avance qui ne concerne pas son service.

En exécution de l'article 9 de l'arrêté royal du 20 novembre 1870, dont copie est ci-jointe, les régiments font l'avance des sommes à liquider pour compte de la caisse de remplacement.

Cependant, lorsqu'il s'agit de sommes importantes, en même temps que l'ordre de payer, la caisse de remplacement envoie aux régiments les fonds nécessaires au paiement.

CAISSE DE REMPLACEMENT.

Arrêté royal du 10 novembre 1870, n° 1903.

Vu l'article 77 de la loi sur la milice du 3 juin 1870, ainsi conçu :

« Le département de la guerre est autorisé à faire des remplacements en dehors des prescriptions énoncées aux articles précédents ;

« Un arrêté royal détermine le mode et les conditions de ces remplace-

« ments et organise la caisse dans laquelle les fonds qui en proviendront
« seront versés. »

Sur la proposition de notre ministre de la guerre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Arrêté royal du 4 octobre 1873.

ART. 18. — Les articles 1 à 20 inclusivement de l'arrêté royal du 10 novembre 1870, n^o 1903, sont abrogés.

ART. 21. — La caisse de remplacement par le département de la guerre est substituée, à dater du 1^{er} janvier 1871, à la caisse spéciale de pensions instituée par l'arrêté royal du 3 septembre 1848.

Son avoir se compose :

1^o De l'avoir de ladite caisse spéciale de pensions, dont elle remplira les obligations;

2^o Les sommes payées par les miliciens que le département de la guerre aura fait remplacer ;

Des intérêts produits par les sommes à payer aux volontaires avec prime lors de l'expiration de leur engagement.

ART. 22. — Cet avoir est placé en rentes sur l'État et les placements sont faits au nom de la caisse de remplacement.

Les intérêts des capitaux, également inscrits à son nom, lui sont portés en compte par l'administration du Trésor.

ART. 23. — L'administration de cette caisse est remise à un conseil nommé par Nous (1).

ART. 24. — Un règlement spécial détermine les fonctions de ce conseil, ainsi que le mode d'administration de la caisse.

Arrêté royal du 20 novembre 1870, n^o 1930, réglant le mode d'administration de la caisse de remplacement.

Vu l'article 77 de la loi sur la milice du 3 juin 1870 ;

Vu les articles 21, 22, 23 et 24 de notre arrêté du 10 novembre 1870, n^o 1903 ;

Sur la proposition de nos Ministres de la Guerre et des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — Un conseil nommé par nous administre la caisse de

(1) Arrêté royal du 14 janvier 1871, n^o 2022, fixant la composition du conseil d'administration de la caisse de remplacement par le Département de la Guerre.

ARTICLE PREMIER. — L'administration de la caisse de remplacement par le Département de la Guerre est remise à un conseil composé de la manière suivante :

Le général, commandant la province de Brabant ;

Le directeur de la 2^e division (Personnel) au Département de la Guerre ;

Le sous-chef de division, directeur du bureau de milice au Département de la Guerre, et

Un sous-intendant qui remplira les fonctions de secrétaire.

ART. 2. — Notre Ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

remplacement par le Département de la Guerre, conformément aux dispositions suivantes :

ART. 2. — Les sommes provenant du remplacement par le Département de la Guerre sont versées à la caisse des receveurs de l'enregistrement.

ART. 3. — Ces recouvrements sont renseignés parmi les recettes pour compte de la trésorerie, afin d'être centralisés dans les écritures du Département des Finances; ils sont mis par le Ministre des Finances à la disposition de la caisse de remplacement, sur la demande du Ministre de la Guerre.

ART. 4. — La comptabilité de la caisse est établie au Ministère de la Guerre, sous la surveillance du Ministre.

Il est tenu :

- a. Un état permanent des volontaires avec prime ayant des droits éventuels à la pension;
- b. Un registre où chaque volontaire avec prime a son compte courant établi par *doit* et *avoir*;
- c. Un compte général avec chaque corps;
- d. Un compte spécial des fonds de la caisse qui permette d'en apprécier, en tout temps, la situation.

ART. 5. — Le directeur général de la trésorerie ouvre un compte courant à la caisse.

Tous les trois mois il transmet au ministre de la guerre un extrait de ce compte.

L'état trimestriel de situation est remis au conseil, qui le vérifie et fait, s'il y a lieu, des observations.

ART. 6. — Le ministre de la guerre statue sur les placements qui lui sont proposés par le conseil de la caisse; ils sont faits, au nom de la caisse et par l'intermédiaire du ministre des finances, en rentes sur l'État. Toute inscription nominative de rente porte l'annotation suivante :

« La présente inscription ne peut être transférée qu'au vu d'un avis du » conseil de la caisse de remplacement par le département de la guerre. »

ART. 7. — Les intérêts des capitaux inscrits au nom de la caisse lui sont portés en compte par l'administration de la Trésorerie.

ART. 8. — Le compte et le bilan de la caisse sont dressés chaque année par le conseil, arrêté par le ministre de la guerre. Toutefois le conseil arrête le compte général tous les trois mois.

ART. 9. — Les sommes à payer aux volontaires avec primes et leur haute paie, ainsi que les primes accordées en vertu de l'article 20 de notre arrêté du 10 novembre 1870, sont avancées pour la caisse par les conseils d'administration des corps.

Arrêté royal du 1^{er} octobre 1879.

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 de l'arrêté royal du 20 novembre 1870, n° 1930, est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« ART. 9. — Les sommes à payer aux volontaires avec prime et leur haute » paie sont avancées pour la caisse par le conseil d'administration des » corps. »

ART. 10. — A la demande du Ministre de la Guerre, le Ministre des Finances délivre des mandats au profit :

a) Des conseils d'administration pour le remboursement des avances dont il est parlé à l'article 9 ;

b) Des officiers de milice, pour les indemnités qui leur sont allouées ;

c) Des parties versantes, en cas de remboursement du prix de remplacement.

Le montant de ces mandats est porté, par le directeur général de la Trésorerie, au débit de la caisse.

Les mandats acquittés sont renvoyés au Département de la Guerre.

ART. 11. — La pension annuelle et viagère de 200 francs, due aux volontaires avec prime qui ont accompli deux termes libérant des miliciens, leur est accordée par arrêté royal rendu sur le rapport du Ministre de la Guerre et d'après l'avis du conseil de la caisse.

Le volontaire pensionné indique à son chef de corps le chef-lieu d'arrondissement où il désire toucher sa pension, et celui-ci en informe le Département de la Guerre.

Si le pensionné change de résidence, il doit en donner connaissance au Département de la Guerre.

ART. 12. — Les pensions sont payées par l'intermédiaire de l'administration de la Trésorerie.

Le paiement a lieu sur des états collectifs dressés au ministère de la guerre. Ces états sont transmis aux agents du Trésor par l'administration de la Trésorerie, qui leur ouvre les crédits nécessaires.

ART. 13. — Les pensions prennent cours à dater du 1^{er} mois suivant l'expiration du dernier terme d'engagement. Elles sont acquittées intégralement pour tout mois commencé. Elles sont payées par trimestre, sur la production du certificat de vie délivré par le bourgmestre du lieu du domicile du pensionné.

ART. 14. — Indépendamment des attributions spéciales résultant du présent arrêté, le conseil émet son avis sur toutes les affaires relatives à l'administration de la caisse qui lui sont soumises par le Ministre de la Guerre. Il lui fait telles propositions qu'il juge utiles aux intérêts de la caisse.

ART. 15. — Lorsque le nombre de demandes de remplacement est trop considérable pour que le département de la guerre puisse satisfaire à toutes,

le même conseil procède à un tirage au sort pour établir l'ordre de priorité des remplacements à effectuer.

ART. 16. — Nos ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté royal du 4 octobre 1873.

ART. 16. — Chaque année, aussitôt que la position des miliciens qui auront effectué le versement exigé par l'article 64⁴ de la loi du 18 septembre 1873 sera fixée, une commission nommée par Nous procédera publiquement au tirage au sort établissant l'ordre de priorité des remplacements.

Officiers de milice. — Arrêté royal du 4 octobre 1873, n° 3160.

ART. 12. — Le Ministre de la Guerre établit provisoirement dans les arrondissements administratifs où la chose est nécessaire, des officiers de milice autorisés à recevoir des engagements avec prime.

CAISSE DE

Comptes des exercices 1904, 1905, 1906,

Situation des capitaux placés, au 1^{er} janvier 1904

Dette belge,
—
—
—
—

EN

DÉSIGNATION.	1904	1905
--------------	------	------

CAP

Capitaux existants au 1 ^{er} janvier des années ci-contre	34,119,500 »	34,619,500 »
Capitaux achetés (rente belge, 3 p. c.)	500,000 »	496,900 »
	34,619,500 »	35,116,400 »

COMPTE

Solde créditeur au 1 ^{er} janvier des années ci-contre.	1,849,014 74	2,094,282 40
Versements, effectués dans les bureaux de l'enregistrement, des sommes de 200 francs et des compléments de 1,400 francs pour le remplacement des miliciens	3,451,900 »	3,395,800 »
Intérêts des capitaux placés	1,019,530 »	1,027,030 »
Annulation de mandats	344 23	»
Annulation des pensions ordonnancées au profit de militaires rengagés qui sont décédés.	583 39	263 01
Restitutions faites à la caisse : reliquats d'avances faites aux corps pour des paiements à effectuer aux volontaires avec prime, gratifications perçues par des agents recruteurs, pour des engagements avec prime annulés, etc.	22,877 78	711 27
Totaux. . . fr.	6,344,250 14	6,518,088 68
Sorties (d'après le relevé ci-dessous), fr.	4,249,967 74	5,175,833 08
Soldes créditeurs fr.	2,094,282 40	1,342,255 60

SOR

Remboursement de 200 francs aux miliciens qui ne peuvent plus être assujettis au service.	837,400 »	911,400 »
Remboursements des avances effectuées par les corps, à des volontaires avec primes	726,045 20	713,410 66
Payements faits par l'administration des postes aux volontaires avec prime.	2,037,002 97	2,904,639 59
Remboursements des frais de transport des candidats volontaires avec prime	1,361 90	1,263 10
Payements faits pour fournitures d'imprimés, de matériel, etc.	1,959 92	1,745 40
Indemnités allouées aux officiers de milice (y compris les frais de route et de bureau)	56,294 23	56,975 »
Indemnités allouées au personnel chargé de l'administration de la caisse.	15,750 »	17,175 »
Pensions des militaires rengagés	55,000 02	52,050 02
Remise de 1/2 p. c. faite aux comptables de l'État du chef des recettes effectuées pour compte de la caisse.	17,731 »	17,251 50
Achats de capitaux (y compris les frais de courtage et les intérêts courus).	501,422 50	499,922 81
Totaux. . . fr.	4,249,967 74	5,175,833 08

REEMPLACEMENT

et de l'exercice 1907 jusqu'au 30 septembre

2 1/2 p. c.	2,311,000	»	34,119,500	»
3 p. c.	26,236,300	»		
3 p. c. (1 ^{re} série).	2,577,900	»		
3 p. c. (2 ^e série).	1,716,600	»		
3 p. c. (3 ^e série)	1,277,700	»		

TRÈES

1906	1907 jusqu'au 30 septembre.	OBSERVATIONS.
------	--------------------------------	---------------

TAUX

35,116,400	»	35,616,500	»
500,100	»	304,500	»
35,616,500	»	36,121,000	»

COURANT

1,342,255 60	2,072,403 11
3,439,800 »	3,114,300 »
1,049,438 50	637,712 50
»	»
216 70	»
13,524 85	15,153 58
5,845,235 65	5,839,269 19
3,773,132 54	3,303,458 72
2,072,403 11	2,535,810 47

TIES.

925,187 50	886,800 »
617,623 45	375,525 23
1,592,098 01	1,432,554 29
487 40	1,160 50
857 21	1,192 20
53,850 »	40,625 »
17,100 »	13,350 »
49,016 67	35,100 »
16,979 »	17,192 »
499,933 30	499,959 50
3,773,132 54	3,303,458 72

Situation des capitaux placés, au 30 septembre 1907

Dette belge, 2 1/2 p. c.	fr.	2,311,000
— 3 p. c. (1 ^{re} série)		3,574,800
— — (2 ^e série)		28,453,000
— — (3 ^e série)		1,782,200
Total.	fr.	36,121,000

QUESTIONS.

Les budgets de 1906 et de 1907 ont alloué 15 millions pour l'artillerie de campagne. Le budget de 1908 alloue 3,200,000 francs.

Comment se fait-il qu'aucune pièce ne soit encore en usage dans les batteries ?

Y a-t-il eu des mécomptes dans la fabrication. Par suite de quelle circonstance ?

Quand la fourniture sera-t-elle terminée ?

Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour mettre l'effectif en hommes et en chevaux en rapport avec l'augmentation du nombre de batteries ?

RÉPONSES.

La mise au point de toute fabrication nouvelle nécessite un travail assez long, surtout lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas pour notre industrie nationale, de reproduire fidèlement, dans tous les éléments constitutifs, une artillerie de campagne à tir rapide d'un modèle étranger.

Un certain nombre de nouvelles pièces avec caissons sont achevées; elles pourront être remises à bref délai aux unités, afin de servir à l'instruction du personnel.

Aucun mécompte ne s'est produit dans la fabrication, dont la marche actuelle permet d'augurer le remplacement, en 1908, de toutes les pièces existant aujourd'hui dans les batteries actives.

Le matériel complémentaire que nécessitera la réorganisation projetée de l'artillerie pourra suivre de très près.

La réorganisation de l'artillerie de campagne constituera une période de crise pour notre état militaire et il importe donc d'y procéder avec méthode et avec circonspection, en tenant compte aussi du temps nécessaire à la fabrication des canons, des caissons, des voitures diverses ainsi que des munitions pour le nouveau matériel.

Quoi qu'il en soit, depuis 1902 le Gouvernement se préoccupe de donner progressivement à l'artillerie de campagne les effectifs qu'il lui faudra pour procéder à sa réorganisation, au fur et à mesure de la délivrance du nouvel armement.

Il soumettra en temps voulu au vote de la Législature les crédits nécessaires pour procéder, en personnel et en chevaux, à la réorganisation dont il s'agit.

QUESTION.

Est-il exact que la Société Cockerill a fourni 14 pièces de 7c.5 avec armature de casemates destinées à armer des forts qui ne sont pas encore mis en adjudication ?

Ces pièces se trouvent actuellement à l'arsenal de construction, où elles nécessitent des soins continus.

N'est-il pas à craindre que lorsque les forts seront achevés et qu'il s'agira

de les armer, les canons ne seront plus à la hauteur de l'armement de l'époque ?

De quand date la commande de ces pièces ?

L'artillerie de forteresse doit être dotée de 20,000 carabines Mauser.

Est-il exact que ces carabines ont été commandées en janvier 1907 à la Fabrique Nationale d'armes de guerre de Herstal au prix de 74 francs ?

Pourquoi cette commande n'a-t-elle pas été faite à la Manufacture d'armes de l'État ? Celle-ci est outillée pour cette fabrication, puisque c'est elle qui a fabriqué les fusils Mauser pour la réserve d'armement. Elle aurait pu les fabriquer pour 62 francs, ce qui représenterait pour le Trésor une économie de 24,600 francs.

RÉPONSE.

8 canons de 7 c. 5 seulement, avec affût d'embrasure, sont, non pas fournis, mais *en fabrication* à la Société Cockerill.

D'autre part, cette firme a construit 28 canons de 5 c. 7, avec affût d'embrasure.

Toutes ces pièces, qui sont appelées à faire partie de l'armement des forts (en construction) de Stabroeck et de Wavre-Sainte-Catherine, seront ou sont remises à l'arsenal central d'Anvers jusqu'au moment de leur mise en place dans les dits forts.

Ces deux modèles de bouches à feu sont d'un type nouveau réalisant les derniers perfectionnements; leur adoption n'a été décidée qu'après des essais concluants.

Les autres ouvrages à construire à Anvers comportent de nombreuses bouches à feu des mêmes modèles. Aussi est-il indispensable d'en commencer dès maintenant la fabrication, de façon que la totalité de l'armement soit constituée à l'époque de l'achèvement des forts.

La commande de ces matériels date respectivement de décembre 1906, pour le 7 c. 5, et de juin 1906, pour le 5 c. 7.

Il a été décidé que l'artillerie de forteresse serait dotée d'une carabine à répétition du système Mauser.

La fabrique nationale d'armes de guerre, à Herstal, a reçu commande de 7,200 carabines au prix unitaire de 74 francs.

De son côté, la manufacture d'armes de l'État a fabriqué, en 1907, 2,000 carabines. Une nouvelle commande lui sera faite au début de 1908.

Il ne pouvait être question de réserver *exclusivement* la fabrication de ces carabines à la manufacture d'armes de l'État, pas plus qu'on ne l'a fait pour les fusils Mauser de l'infanterie et du génie.

Il est, en effet, nécessaire de constituer, dans un délai relativement court, le nouvel armement de nos batteries de forteresse.

Si l'on s'était adressé uniquement à la manufacture d'armes de l'État, d'une part, l'on aurait dû recruter, à grands frais, de nombreux travailleurs supplémentaires et les licencier aussitôt après l'achèvement de ce travail spécial.

D'autre part, il eût été impossible à la manufacture, sans agrandir ses

installations et renforcer son personnel en officiers et en agents techniques, de conduire de front la fabrication intensive des carabines et ses travaux ordinaires (commandes de fusils, confection de pièces de rechange, réparations d'armes pour compte des corps de troupe, etc.).

Dans les établissements de fabrication de l'artillerie, on ne tient compte, dans le calcul du prix de revient, que du chiffre de la dépense *effective* résultée de l'exécution du travail. L'on ne fait état ni du traitement des officiers et des agents appointés des services techniques ou administratifs, ni de la solde et des autres allocations de toute nature des travailleurs militaires.

Dans ce prix de revient, les frais généraux n'interviennent, en outre, que pour une somme relativement peu importante, attendu qu'ils ne comprennent aucune dépense du chef d'entretien des bâtiments, casernes, etc., ni aucun frais d'amortissement de l'outillage, intérêts du capital engagé, en un mot, de toutes les autres charges inhérentes à l'exploitation civile.

La différence de prix signalée est donc, en réalité, plus apparente que réelle.

QUESTION.

Où en est la question des pensions militaires et quand les promesses faites à cet égard seront-elles exécutées?

RÉPONSE.

Cette question n'a pas fait l'objet de promesses, mais de pourparlers seulement.

Cette année même, le département de la Guerre a transmis pour examen au département des Finances un travail visant une amélioration des pensions militaires.

Répondant à ce sujet à M. Verheyden, le 16 juillet 1907, M. le Ministre des Finances s'est exprimé comme suit :

» Il appartient au Gouvernement, responsable de l'équilibre budgétaire,
» de choisir le moment opportun pour la présentation de projets de loi qui
» doivent, comme celui en question, donner lieu à une dépense annuelle
» très considérable.

» Le choix du moment doit être déterminé à la fois par le montant des
» ressources disponibles et par l'ordre d'urgence des diverses dépenses
» sollicitées. »

Dès que la situation financière le permettra, la question sera reprise en vue de rechercher sa solution en procédant par étapes et en commençant par les moins favorisés.

QUESTION.

Le Département de la Guerre ne pourrait-il pas instituer une caisse de veuves et orphelins de sous-officiers en s'inspirant par exemple de l'organisation des compagnies d'assurance?

Il arrive très souvent que pour venir en aide à ces malheureux, il faille organiser des fêtes militaires ou des quêtes, ce qui grève le budget des gradés et nuit à la dignité du pays.

RÉPONSE.

Le Département de la Guerre s'occupe activement de la création d'une caisse spéciale pour les veuves et orphelins des sous-officiers et soldats.

QUESTION.

Troupes montées.

Le Département de la Guerre ne se préoccupe-t-il pas de mettre des chevaux à la disposition des officiers montés jusqu'au grade de capitaine, comme cela se fait en France?

Il est à remarquer qu'il n'est alloué qu'un supplément de 600 francs à l'officier qui a deux chevaux.

Ce supplément est à peine suffisant pour l'officier qui n'a qu'un cheval.

RÉPONSE.

Cette question est très complexe; elle n'a pu être résolue jusqu'à présent de façon à concilier les intérêts du service, ceux du Trésor et l'intérêt des officiers en cause.

L'indemnité de monture semble suffisante. Elle n'a du reste fait l'objet d'aucune remarque de la part des autorités militaires.

QUESTION.

Dans l'organisation actuelle, les vétérinaires chefs de service des divisions d'armée ont le grade de vétérinaire principal. Ne conviendrait-il pas d'accorder également ce grade aux vétérinaires des divisions de cavalerie qui n'ont actuellement que le grade de vétérinaire de régiment ?

RÉPONSE.

Cette mesure serait contraire aux nécessités d'une organisation rationnelle tenant compte à la fois des besoins actuels du service en temps de guerre et du devoir d'assurer, dans les limites du possible, un avancement régulier et harmonique aux officiers et assimilés.

QUESTION.

Un membre demande pourquoi les ouvriers militarisés, admis en 1904, doivent attendre plus longtemps que leurs camarades des classes de 1902 et de 1903 pour recevoir leur augmentation de salaire.

Il dit que ceux de 1904 ne peuvent obtenir leur deuxième augmentation qu'après cinq ans, alors que la même augmentation est accordée aux autres après trois ans. Il exprime le désir de voir cesser cet état de choses qui ne se

justifie aucunement, attendu que les ouvriers des différentes classes doivent accomplir la même besogne.

RÉPONSE.

Le règlement provisoire concernant le personnel civil des établissements du service des subsistances et des hôpitaux militaires, élaboré en 1902, par application de la nouvelle loi sur la milice, stipule que deux augmentations de salaire de fr. 0.25 sont accordées aux ouvriers méritants, respectivement au bout de la première et de la troisième année. Ces dispositions ont été appliquées à tous les ouvriers engagés avant le 1^{er} septembre 1904.

L'expérience a montré que de cette façon les ouvriers arrivaient au maximum de leur salaire avant qu'ils eussent pu donner des preuves suffisantes, dans toutes les circonstances, de leurs aptitudes, de leur conduite, de leur zèle.

Afin d'éviter ces inconvénients, une modification au règlement prérappelé, datant du mois d'août 1904, a porté à cinq ans, terme non exagéré, le temps de service donnant lieu à la deuxième augmentation.

Ces dispositions nouvelles ont été signifiées à tous ceux qui ont posé leur candidature après le mois d'août aux emplois en question et ce avant qu'ils ne signent leur engagement. Ils n'ont donc été aucunement lésés. Les ouvriers engagés avant le 1^{er} septembre 1904 ont simplement bénéficié d'une situation jugée trop favorable par la suite.

QUESTION.

Un membre émet le vœu que l'on facilite notablement le mariage des officiers.

D'autres déclarent que leurs vœux vont plus loin et demandent la modification de la loi sur la dot des épouses d'officiers. La section charge son rapporteur de soumettre les questions à la section centrale.

RÉPONSE.

Les instructions en vigueur sur le mariage des officiers ont uniquement en vue la sauvegarde des intérêts moraux et matériels de l'armée.

Les demandes en autorisation de mariage sont toujours examinées avec bienveillance; ainsi que je l'ai fait remarquer au Sénat, le 7 août dernier, 545 sur 604, soit 90 p. c. d'entre elles ont été accordées pendant les cinq dernières années.

Le département de la Guerre ne se montre donc nullement rigoureux dans l'application des prescriptions en cause; chaque fois que cela a été possible, il a laissé fléchir la règle qui régit l'apport dotal.

QUESTION.

Ne peut-on rétablir à la tête de la cavalerie, sous la présidence du plus ancien lieutenant-général de cavalerie, une sorte de rouage analogue à l'inspection de l'artillerie? (Ancien commandement supérieur.)

RÉPONSE.

Les nécessités organiques du temps de paix et du temps de guerre ne justifient pas le rétablissement de ce rouage supprimé par arrêté royal du 23 juin 1902, n° 14226.

QUESTION.

La nécessité de l'établissement d'un service de mécano-thérapie à Bruxelles appelle l'attention sur le besoin qui se fait sentir, à l'école d'équitation d'Ypres, d'un service de radiographie.

RÉPONSE.

L'installation d'un service de radiographie à l'hôpital d'Ypres pourra être mise à l'étude et réalisée éventuellement, en même temps que la transformation de cet établissement.

QUESTION.

Il semble indispensable que dans les livrets de mobilisation de la troupe, avant ou après les stipulations nouvelles de la Convention de Genève, figurent les « lois sur les usages et coutumes de guerre » d'après les prescriptions les plus récentes adoptées à La Haye. Actuellement, le livret de mobilisation ne contient pas une note relative à des recommandations que le soldat connaît dans les pays voisins (et doit connaître chez nous aussi).

RÉPONSE.

Aussitôt que les résolutions de la Conférence de La Haye auront reçu l'approbation de la Législature, mon département mettra en vigueur un règlement spécial sur les lois, usages et coutumes de la guerre.

Il contiendra les résolutions prémentionnées ainsi que le texte de la Convention de Genève et de la Déclaration de Saint-Pétersbourg, concernant l'interdiction de l'usage de certains projectiles en temps de guerre.

Ce règlement sera remis à tous les officiers et à toutes les unités de l'armée avec mission d'en instruire la troupe.

J'examinerai d'ailleurs l'opportunité d'en insérer des extraits dans le livret de mobilisation.

QUESTION.

Un membre appelle l'attention du Gouvernement sur la situation faite aux archivistes civils au Ministère de la Guerre.

RÉPONSE.

Les archivistes civils remplacent les sous-officiers et soldats employés dans les bureaux avant la mise en vigueur de la loi de milice actuelle.

Ils sont divisés en trois classes, aux traitements respectifs de :

3 ^{me} classe . . .	1,400	1,500	1,600
2 ^{me} — . . .	1,700	1,850	2,000
1 ^{re} — . . .	2,200	2,350	2,500

Ils sont admis aux traitements médium et maximum dans chaque classe après deux ans passés au traitement précédent. Une augmentation accordée à ceux qui, âgés de 50 ans, réunissent en outre certaines conditions d'ancienneté, permet aux archivistes de 1^{re} classe d'atteindre comme fin de carrière le traitement de 3,000 francs.

Par suite de la création simultanée du nombre d'emplois prévus pour la 1^{re} et la 2^{me} classes, un assez grand nombre des archivistes actuels ont bénéficié d'un avancement rapide : entrés dans l'administration depuis la fin de 1902, 9 d'entre eux sont déjà de 1^{re} classe au traitement de 2,200 francs, et 19 de 2^{me} classe au traitement de 1,700 francs.

Cette catégorie d'employés n'a donc certes pas à se plaindre.

QUESTION.

Quel a été le résultat de l'application de la loi sur le volontariat ?

RÉPONSE.

Je m'en réfère à la réponse que j'ai faite à la première question posée par la section centrale.

QUESTION.

Que les quatre « vétérinaires de régiment » (celui de la cinquième division d'armée, de la gendarmerie et les deux des divisions de cavalerie), soient, comme leurs collègues chefs de service des divisions d'infanterie, nommés « vétérinaires principaux ».

Répartition proposée :

Au lieu de :	Il faudrait d'après certains :
1 vétérinaire en chef	1 vétérinaire en chef.
4 principaux.	7 principaux.
10 de régiment	8 de régiment.
8 de 1 ^{re} classe	4 de 1 ^{re} classe.
8 de 2 ^e —	8 de 2 ^e —
7 de 3 ^e —	7 } 15
6 adjoints	6 }
41	41

RÉPONSE.

En ce qui concerne le vétérinaire de la gendarmerie, je m'en réfère à la réponse défavorable faite à ce propos à la section centrale chargée de l'examen du budget de la gendarmerie pour l'exercice 1907.

En ce qui concerne la création de trois emplois de vétérinaire principal pour les chefs de service des divisions de cavalerie et de la cinquième division d'armée, je m'en rapporte à la réponse faite à une question analogue que m'a posée la section centrale chargée de l'examen du présent budget de la guerre.

QUESTION.

Ne conviendrait-il pas de discerner entre le commandement des divisions d'armée et le commandement de la circonscription? Ce dernier commandement, qui donne la préséance, devrait être occupé par le lieutenant-général le plus ancien, quelle que soit son arme d'origine. Le système actuel crée d'étranges anomalies.

RÉPONSE.

Cette questions vise les attributions du haut commandement. Je compte en faire un examen attentif.

QUESTION.

L'avancement des médecins militaires est très lent. Après les études longues et difficiles, faites d'ailleurs entièrement à leurs frais, ils n'arrivent que tardivement au grade d'officier, et ce retard les poursuit pendant toute leur carrière, de sorte qu'ils n'arrivent aux grades de capitaine, de capitaine commandant et aux grades supérieurs que plusieurs années après leurs camarades des autres armes et services.

Les premiers médecins de régiment de 3^e classe (capitaines commandants) à nommer médecins de régiment de 1^{re} classe (majors) ont déjà actuellement 50 ans. Et rien ne fait prévoir des nominations avant deux ans d'ici.

A noter que ce retard va s'accroissant d'année en année. Comme l'indique le faible écart — deux à trois ans — entre les chiffres relevés plus haut, il est certain que les premiers de ces médecins (médecins de régiment de 2^e classe actuels) ne seront pas promus au grade de major avant 55 ans.

Le projet actuel, qui vise l'élévation des médecins suppléants au rang d'officiers, favorisera surtout les suppléants actuellement en exercice et ceux qui les suivront immédiatement. Mais cette modification ne les fera pas arriver plus tôt aux grades ultérieurs, attendu qu'ils auront, pour obtenir ce grade, un plus grand nombre de numéros à parcourir.

Ce qu'il faut, c'est améliorer le cadre :

1^o Par l'augmentation du nombre des médecins principaux de 1^{re} classe (colonels) aux dépens du nombre des médecins principaux de 2^e classe (lieutenants-colonels).

Il y a disproportion évidente entre le chiffre des premiers (4) et le chiffre des seconds (13).

Dans les armes et certains services, le nombre des colonels est égal à celui des lieutenants-colonels; dans le génie, il y a 5 colonels pour 9 lieutenants-colonels; dans l'intendance, 4 colonels pour 6 lieutenants colonels; on voit qu'à ce point de vue le service de santé est tout à fait mal partagé.

Le grade de médecin principal de 1^{re} classe (colonel) est d'ailleurs le plus élevé (à une unité près), auquel peuvent arriver les médecins; il semble donc légitime de faciliter l'accession à ce grade du plus grand nombre de médecins;

2^o Par l'augmentation du nombre de médecins de régiment de 1^{re} classe (majors);

3° Par la suppression de la 3^e classe des médecins de régiment, assimilés au même grade que ceux de la 2^e classe (capitaines commandants). Cette division en deux classes des médecins capitaines commandants n'a aucune raison d'être et constitue une anomalie;

4° Par l'augmentation du nombre de médecins de bataillon de 1^{re} classe (augmentation visée également, paraît-il, par le projet actuel).

Ces modifications corrigeraient jusqu'à un certain point la lenteur de l'avancement et compenseraient les inconvénients de l'arrivée tardive au grade d'officier.

RÉPONSE.

Le Gouvernement présentera incessamment au vote de la Législature un projet de loi groupant numériquement, d'une part, les médecins assimilés aux officiers supérieurs et, d'autre part, les médecins assimilés aux officiers subalternes.

Après le vote de ce projet de loi, j'examinerai, en tenant compte des nécessités organiques et des exigences d'une juste péréquation des grades, dans quelles limites il y aura lieu de donner suite aux desiderata exprimés par l'intermédiaire de la section centrale.

On remarquera comment les vœux émis en 2^e et en 3^e sections, relativement aux *pensions militaires*, ont attiré l'attention de la section centrale, dans laquelle un membre s'en est fait l'écho, en posant à cet égard une question à laquelle le département de la guerre a répondu d'une façon motivée.

Soumis aux voix, le budget de la guerre a recueilli en section centrale cinq oui et un non.

Le Rapporteur,

DE MAERE D'AERTRYCKE.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 DECEMBER 1907.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1908 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER DE MAERE D'AERTRIJCKE.

MIJNE HEEREN,

De kredieten, aangevraagd voor de gewone uitgaven der begrooting van Oorlog voor 1908 bedragen fr. 50,551,274.48
zijnde » 151,664.99
meer dan voor het vorige dienstjaar.

De uitzonderlijke uitgaven bedragen 6,975,300 frank minder dan die van het dienstjaar 1907.

Dat verschil is het gevolg van twee groote verminderingen in deze reeks van uitgaven : 1^o onder het vroeger artikel 38 : veldartillerie, 2,800,000 frank, tegen 6,000,000 in 1907, hetzij 3,200,000 frank minder ; 2^o onder artikel 41 : bewapening van 's lands vestingen, 4,967,000, tegen 5,000,000 in 1907, hetzij 330,000 frank minder.

In de toelichting van de verschillende artikelen der begrooting voor 1908 wordt door het Departement van Oorlog de vermindering of verhoging opgegeven in vergelijking met het vroegere dienstjaar.

Evenals werd gedaan in het verslag der Middenafdeeling over het dienstjaar 1907, achten wij het belangrijk, de bijzonderheden op te geven betreffende de gewone uitgaven, alsmede het bedrag van de verschillende uitzonderlijke uitgaven.

Wat betreft de gewone uitgaven voor 1908, haar gering verschil met die van 1907 en de toelichting van de vroeger vermelde verschillen door het Departement van Oorlog, veroorloven ons de opgaven der begrooting te volgen van blz. 2 tot 6, tot en zonder het hoofdstuk XI.

(1) Begrooting, n^o 4^{XL}.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Nerinx, voorzitter, de Maere d'Aertrycke, Heynen, Monville, Gielen, Augustyns, G. Terwangne.

EERSTE SECTIE. — GEWONE UITGAVEN.**HOOFDSTUK I.****MIDDENBEHEER.****ART. 2. — *Jaarwedden van het burgerlijk personeel.***

Aangevraagd krediet voor 1908.	fr.	435,000	»
Krediet toegekend in 1907		420,000	»
VERHOOGING.	fr.	15,000	»

gedeeltelijk benoodigd uit hoofde van zekere wijzigingen in de samenstelling van het kader der ambtenaren, beambten en dienstlieden, en, voor het overige, uit hoofde van de geregelde verhoogen van jaarwedde.

INLEIDINGSNOTA.**ART. 3. — *Bibliotheek van het Departement van Oorlog en Militair Landkaartinstituut.***

Aangevraagd krediet voor 1908.	fr.	213,530	»
Krediet toegekend in 1907		207,530	»
VERHOOGING.	fr.	6,000	»

bestemd voor de geregelde verhoogen van jaarwedde, te verleen aan de beambten en aan het lager burgerlijk personeel bij het Militair Landkaartinstituut.

HOOFDSTUK II.**JAARWEDDEN, VERGOEDINGEN, SOLDIJ EN BIJGELDEN.****1^{ste} AFDEELING. — JAARWEDDEN EN VERGOEDINGEN DER STAVEN EN DER OFFICIEREN ZONDER TROEPEN.****ART. 8. — *Jaarwedden en vergoedingen van den dienst der intendantie.***

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	285,043	»
Krediet toegekend in 1907		282,010	50
VERHOOGING.	fr.	1,032	50

aangevraagd om het bedrag van het krediet overeen te brengen met het cijfer der uitgave.

ART. 9. — *Jaarwedden en vergoedingen der officieren van den geneeskundigen dienst der hospitalen.*

Aangevraagd krediet voor 1908.	fr.	405,497	50
Krediet toegekend in 1907		407,985	»
VERMINDERING.	fr.	2,487	50

hieruit voortspruitende, dat de jaarwedden der apothekers, 2^e en 3^e klasse, gebracht zijn op het bedrag voor de daarmee overeenkomende graden der niet bereden officieren, zooals reeds bestaat voor de apothekers 1^e klasse.

2^e Afdeling. — Jaarwedden, vergoedingen, soldij en bijgelden der troepen.

ART. 10. — *Jaarwedden, vergoedingen en soldij der infanterie.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	12,535,537 70
Krediet toegekend in 1907		10,892,734 20
VERHOOGING	fr.	1,442,803 50

INLEIDINGSNOTA.

ART. 11. — *Jaarwedden, vergoedingen en soldij der cavalerie.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	3,347,138 65
Krediet toegekend in 1907		3,099,733 65
VERHOOGING	fr.	247,425 »

ART. 12. — *Jaarwedden, vergoedingen en soldij van den trein.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	5,127,209 57
Krediet toegekend in 1907		4,594,061 88
VERHOOGING	fr.	533,147 69

ART. 13. — *Jaarwedden, vergoedingen en soldij der genie.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	1,657,446 30
Krediet toegekend in 1907		1,538,943 »
VERHOOGING	fr.	98,503 30

ART. 14. — *Jaarwedden, vergoedingen en soldij van het bataljon van administratie.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	1,580,739 15
Krediet toegekend in 1907		1,570,048 65
VERHOOGING	fr.	10,690 50

De verhoogingen, voorgesteld onder artikelen 10 tot 14, zijn voornamelijk te wijten aan de volgende oorzaken :

1^o Het koninklijk besluit van 9 Augustus 1907, houdende herziening van dit van 25 Augustus 1906, heeft, voor het huishouden der troepen, opnieuw ingevoerd de bepalingen die van kracht waren vóór 1 October 1906. Bijgevolg vangt de dagelijksche soldij, gelijkstaande met het zakgeld verhoogd met 18 centiemen, opnieuw aan, doch daarmee moeten de troepenkorpsen zelf voorzien in al de uitgaven voor hun huishouden. Het grootste deel van de fondsen, benoodigd om de vroegere soldij opnieuw in te voeren, komt voort van overdrachten der artikelen 24 (*Voeding der troepen. Voeder*) en 25 (*Slapingdienst*).

2^o De kredieten, benoodigd voor de officieren leerlingen ter Applicatieschool, die vroeger werden betaald met de overschotten of door middel van overdrachten op het einde van het dienstjaar, zijn thans op de Begrooting voorzien. Deze kredieten bedragen 175,000 frank.

3^o Daar 1908 een schrikkeljaar is, veroorzaakt dit eene meerdere uitgave van nagenoeg 23,500 frank, te verdeelen tusschen de artikelen 10 tot 14.

4^o Het bedrag van de vergoeding, aan de inwoners te betalen voor logement en voeding der onderofficieren en soldaten, werd gebracht van fr. 1.25 tot op fr. 1.50.

INLEIDINGSNOTA.

HOOFDSTUK IV.

MILITAIRE ACADEMIE.

Art. 17. — *Personeel der Militaire School.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	140,600	»
Krediet toegekend in 1907		135,600	»
VERHOOGING.		fr.	5,000 »

aangevraagd om den toestand van het lager burgerlijk personeel te verbeteren.

HOOFDSTUK VI.

MATERIEEL DER GENIE.

Art. 23. — *Materieel der genie.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	4,694,270	»
Krediet toegekend in 1907		4,701,270	»
VERMINDERING.		fr.	7,000 »

Enkele sommen, welke met dit krediet werden betaald, zijn ten laste van artikel 15 gelegd. Hier is er dus enkel sprake van eene overdracht.

HOOFDSTUK VII.

VOEDING DER TROEPEN, VOEDER EN ANDERE VERSTREKKINGEN.

Art. 24. — *Voeding der troepen. Voeder.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	9,998,129	65
Krediet toegekend in 1907		11,838,729	65
VERMINDERING.		fr.	1,840,600 »

Op de begrooting voor het dienstjaar 1907, werd dit artikel verhoogd met 1,867,600 frank, omdat de uitgaven voor het huishouden der troepen rechtstreeks door de Schatkist moesten betaald worden. Daar zij opnieuw ten laste der korpsen zijn gelegd, zooals hierboven werd gezegd,

is de som van 1,840,600 frank overgebracht naar de artikelen betreffende de soldij der troepen.

Het bedrag van het vroeger krediet blijft verhoogd met eene som van 27,000 frank, zijnde het verschil tusschen die waarop even werd gewezen, uit hoofde van de bijkomende uitgave, gevolg van het schrikkeljaar 1908.

INLEIDINGSNOTA.

ART. 23. — *Slapingdienst.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	550,000	»
Krediet toegekend in 1907		700,000	»
VERMINDERING.	fr.	150,000	»

Hier geldt de uitlegging die bij het vorig artikel werd gegeven.

Er is hier sprake van de som om de kosten te dekken van het wasschen van het linnen, kosten die rechtstreeks ten laste van den Staat werden gelegd en opnieuw ten laste van de legerkorpsen zijn gelegd.

ART. 26. — *Kleeding der troepen. Vernieuwing en onderhoud van het paardentuig der cavalerie.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	5,145,000	»
Krediet toegekend in 1907		5,245,000	»
VERMINDERING.	fr.	100,000	»

De benoodigde voorraad met het oog op eene mogelijke mobielmaking van het leger zal in 1908 zoo aanzienlijk zijn, dat het artikel betreffende de kleeding kan worden verminderd met 100,000 fr.

ART. 29. — *Remonte.*

Aangevraagd krediet voor 1908	fr.	900,000	»
Krediet toegekend in 1907		1,007,850	»
VERMINDERING.	fr.	107,850	»

Sedert eenige jaren is er overschot op het krediet voor de remonte. Het mag worden verminderd op 900,000 frank.

TWEDE SECTIE. — UITZONDERLIJKE UITGAVEN.

HOOFDSTUK XI.

Laat ons overgaan tot de opsomming van die *uitzonderlijke uitgaven* welke met 6,975,300 frank verminderd zijn tegen die van het jaar 1907.

ART. 34 (oud). — Deelneming in de onkosten van zekere gemeentelijke schietbanen	fr. 37,500
ART. 35 (oud). — Inrichting van vestingluchtvaartstapelplaatsen	86,000
ART. 36 (oud). — Bouwen van een arsenaal der veldstapelplaats te Etterbeek	370,000
ART. 37 (oud). — Verbetering der kazerneering	2,025,000
ART. 38 (oud). — Bewapening der veldartillerie	3,200,000
ART. 39 (oud). — Bewapening van de manschappen der vestingartillerie	250,000
ART. 40 (oud). — Aanvulling of vervorming van de voermiddelen van het leger	150,000
ART. 41 (nieuw). — Gedeeltelijke aanvulling van het belegeringsmaterieel der versterkte plaatsen van het land	50,000
ART. 42 (vroeger 43). — Inrichting van de ziekentreinen	50,000
ART. 43 (nieuw). — Militaire banen te Luik en te Namen en telefoonnetten in deze stellingen.	178,200
ART. 44 (nieuw). — Inrichting van schietbanen	16,000
ART. 45 (nieuw). — Aankoop van ijzeren éénmansbedden voor het kamp van Beverloo	125,000
ART. 46 (nieuw). — Inrichting van eenen dienst van mechanische geneeskunde in het militair hospitaal te Brussel	25,000

Ziehier de bijzonderste opmerkingen die in de afdeelingen werden gemaakt tegen de begrooting.

1^{ste} *afdeeling* : Geene opmerkingen.

2^e *afdeeling* : Een lid vestigt de aandacht op de militaire pensioenen; het zou hoog tijd zijn, dit vraagstuk op te lossen.

Een lid acht dat onze militaire instellingen dienen te worden gewijzigd; hij is van meening dat de algemeene dienst zou moeten ingevoerd worden.

Een lid vraagt wanneer de artillerie zal hernieuwd worden.

3^e *afdeeling* : Een lid vraagt wanneer de Regeering het ontwerp betreffende de militaire pensioenen zal indienen.

4^e *afdeeling* : Een lid vraagt dat de plaatsvervanging worde afgeschaft; een ander lid, dat men de vrijwillige dienstneming bevordere door zich minder streng te toonen voor de aanneming van vrijwilligers.

5^e *afdeeling* : een lid vestigt de aandacht der Regeering op den toestand der burgerlijke archivariissen bij het ministerie van oorlog. Een ander lid drukt den wensch uit, dat men het huwelijk der officieren in ruime mate zou gemakkelijker maken.

Andere leden verklaren dat hunne wenschen verder strekken en vragen de wijziging der wet op het uitzet der echtgenooten van officieren.

De afdeeling gelast haren verslaggever, die punten te onderwerpen aan de Middenafdeeling.

Een lid vraagt een verslag over de uitkomsten van de toepassing der wet op vrijwillige dienstdiening.

De meerderheid der afdeeling stemde tegen de begrooting, omdat de plaatsvervanging gehandhaafd wordt.

6^e *afdeeling* : geen opmerkingen.

STEMMINGEN IN DE AFDEELINGEN :

1 ^e afdeeling	9 ja	6 neen	
2 ^e »	8 ja	3 neen	1 onthouding
3 ^e »	6 ja	7 neen	
4 ^e »	12 ja	1 neen	1 onthouding
5 ^e »	6 ja	8 neen	
6 ^e »	2 ja	4 neen	1 onthouding
	<u>50 ja</u>	<u>29 neen</u>	<u>3 onthoudingen</u>

De Middenafdeeling heeft gevolg gegeven aan het verlangen van de 5^e afdeeling, waarvan hierboven sprake is en dat strekt tot het vermelden van hare wenschen in dit verslag; de vragen, gesteld door deze afdeeling, werden overgemaakt aan het Ministerie van Oorlog met verzoek daarop te willen antwoorden.

Verscheidene andere zaken, behandeld in de Middenafdeeling, gaven aanleiding tot het tusschenbeide komen van het Ministerie van Oorlog, door middel van antwoorden; hieronder deelt het verslag in de *vragen* de uiteengezette beschouwingen mee en in de *antwoorden* de door het Ministerie van Oorlog geleverde inlichtingen.

VRAAG.

Ter vergadering van 10 Mei 1907 verklaarde de heer Minister van Oorlog, dat er tot eene eerlijke proefneming van de militiewet van 1902 moest overgegaan worden.

Mij dunkt dat de uitkomsten van deze proefneming thans kunnen beoordeeld worden en dat zij de beginselen dier wet tegenspreken.

Is de heer Minister van eene andere meening, zou hij dan zoo goed willen zijn ons te zeggen wat hij denkt van die uitkomsten?

ANTWOORD.

Wanneer ik, den 9^{en} Augustus laatstleden, antwoordde op eene vraag die mij in den Senaat werd gesteld, zeide ik dat de eerlijke proefneming van de

militiewet van 1902 moest afloopen bij het eindigen van het tijdsverloop 1907-1908.

Eerst dan zal ik, met volle kennis van zaken, een oordeel kunnen vellen over de uitkomsten van die wet.

Moest ik thans een oordeel vellen over de tot hiertoe verkregen uitkomsten, dan zou dit oordeel onvolledig en niet genoeg gegrond zijn.

Ik houd mij dus bij de verbintenis, in den Senaat aangegaan, om uitspraak te doen na verloop van het militiejaar 1907-1908.

VRAAG.

Acht de heer Minister dat het leger ontoereikend is om de grenzen te bewaken, de Maaslijn te verdedigen en Antwerpen te bezetten? Is hij niet ontroerd door de opmerkingen, gemaakt in het *Journal des Débats* door den heer Malo en in *Le Temps* door generaal Langlois?

ANTWOORD.

De Regeering, zich vereenigende met de besluiten van de militaire ondercommissie die werd opgericht in den schoot der gemengde commissie van 1904, heeft aangenomen dat een veldleger van 100,000 man en 80,000 man vestingtroepen toereikend zijn om het grondgebied en onze vestingen te verdedigen.

Ten gevolge van de reeds thans genomen maatregelen kunnen wij op dat getal manschappen rekenen, wanneer tot eene mobielmaking wordt overgegaan.

De artikelen, geschreven in het *Journal des Débats* door den heer Malo en in *Le Temps* door generaal Langlois, zijn niet van aard om de besluiten van bedoelde ondercommissie te wijzigen.

VRAAG.

Door hoeveel miliciens werd de storting gedaan in de kas voor plaatsvervangers?

Hoeveel vrijwilligers met premie zijn er bij de inlijving van die twee soorten manschappen?

Werden, gedurende de laatste drie jaren alsook dit jaar, al de miliciens, die een plaatsvervanger vroegen, ontslagen?

Aan hoeveel miliciens kon het Ministerie van Oorlog geen plaatsvervanger bezorgen?

ANTWOORD.

1,841 miliciens der klasse 1906 en 1,590 der klasse 1907 hebben den prijs der plaatsvervangings gestort.

Dewerkelijke indiensttreding der miliciens van 1906 had plaats tusschen den 1^{en} October en den 2^{en} December 1906. Op dezen laatsten datum waren er 1,548 vrijwilligers met premie als plaatsvervangers van miliciens dier klasse opgetreden.

Wat de klasse van 1907 betreft, de verrichtingen der plaatsvervangings

worden voortgezet en terecht mogen wij denken dat, dank zij de nieuwe voorwaarden gesteld voor dienstneming, het getal vrijwilligers met premie evenveel bedragen zal als dit van de te vervangen miliciens.

Al de miliciens der klassen 1904, 1905 en 1906, die vervangen werden, werden ontslagen overeenkomstig artikel 75 der militiewet.

De verrichtingen der plaatsvervangings zijn niet afgelopen voor de militieklasse van 1907.

VRAGEN.

Plaatsvervangingskas.

Zou de heer Minister het inrichtingsreglement dezer kas aan de Kamer willen mededeelen, alsmede de rekening der laatste drie jaren en over het jaar 1907?

Welk gebruik wordt er gemaakt van de gelden dier kas?

Dienden zij niet om voorloopige voorschotten te doen aan de regimentsskassen?

ANTWOORDEN.

Het inrichtingsreglement van de plaatsvervangingskas komt voor in de verschillende koninklijke besluiten, die werden genomen ter voldoening aan artikel 77 der militiewet van 3 Juni 1870. Hierbij gaat het afschrift van de nog van kracht zijnde bepalingen.

De rekening over de laatste drie jaren en de verlopen driemaandelijksche termijnen van het jaar 1907, zijn opgenomen in de hierbijgaande tabel.

De gelden der plaatsvervangingskas dienen enkel tot vergoeding der vrijwilligers met premie en tot betaling der uitgaven voortspuitende uit de werving dier vrijwilligers, onder andere, de schadeloosstellingen verleend aan de militieofficieren, de toelagen aan de wervingsagenten, de kosten van beheer en materieel.

De wet van 1 September 1893 heeft echter, in het belang van 's lands verdediging, machtiging verleend tot het heffen van 5,000,000 frank op het vermogen der plaatsvervangingskas, ten bate van de rekening der buitengewone ontvangsten van den Staat voor het dienstjaar 1893.

Anderdeels zal, uit krachte der wet van 30 Maart 1906 betreffende het verdedigingsstelsel van Antwerpen, de plaatsvervangingskas aan het door deze wet tot stand gebracht bijzonder fonds eene som van 15,000,000 frank moeten voorschieten, die zal worden terugbetaald naar gelang dat de militaire gronden worden verkocht.

De plaatsvervangingskas doet geen voorschot welk haren dienst niet betreft.

Ter voldoening aan artikel 9 van het koninklijk besluit van 20 November 1870, waarvan het afschrift hierbij gaat, schieten de regimenten de sommen voor, die voor rekening van de plaatsvervangingskas moeten worden betaald.

Geldt het echter hooge sommen, dan stuurt de kas aan de regimenten, met het order tot betaling, de voor de betaling benodigde gelden.

PLAATSVERVANGINGSKAS

Koninklijk besluit van 10 November 1870, n^o 1903.

Gezien artikel 77 der militiewet van 3 Juni 1870, luidende als volgt :

» Het Departement van Oorlog wordt gemachtigd om in de plaatsvervang-
» vanging van miliciens te voorzien buiten de voorschriften van het vorig
» artikel.

» Een koninklijk besluit bepaalt de wijze en de voorwaarden waarop die
» plaatsvervangingen gebeuren en richt de kas in, waarin de daaruit voort
» te spruiten gelden zullen gestort worden. »

Op voorstel van Onzen Minister van Oorlog,

Wij hebben besloten en besluiten :

Koninklijk besluit van 4 October 1873.

ART. 15. — De artikelen 1 tot en met 20 van het koninklijk besluit van 10 November 1870, n^o 1903, worden ingetrokken.

ART. 21. — De kas voor plaatsvervang-
ing door het Departement van Oorlog
komt, te beginnen met 1 Januari 1871, in de plaats van de bijzondere pen-
sioenkas, ingesteld bij koninklijk besluit van 3 September 1848.

Haar vermogen bestaat uit :

1^o Het tegoed van bedoelde bijzondere pensioenkas, waarvan zij de ver-
plichtingen zal nakomen ;

2^o De sommen betaald door de miliciens die het Departement van Oor-
log heeft doen vervangen ;

3^o De interesten opgebracht door de sommen te betalen aan de vrijwil-
ligers met premie na verloop van hunne dienstneming.

ART. 22. — Dat vermogen wordt belegd in Staatsrenten en de beleggingen
geschieden op naam van de plaatsvervangingskas.

De interesten der insgelijks op haren naam ingeschreven kapitalen worden
op hare rekening gebracht door het besluit der Schatkist.

ART. 23. — Het beheer dier kas wordt toevertrouwd aan eenen door Ons
benoemden raad (1).

ART. 24. — Een bijzonder reglement bepaalt de werkzaamheden van
dien raad en de wijze van beheer der kas.

(1) *Koninklijk besluit van 14 Januari 1871, N^o 2022, betreffende de samenstelling van
den Raad van beheer der kas voor plaatsvervang-
ing door het Departement van Oorlog.*

EENSTE ARTIKEL. — Het beheer der kas voor plaatsvervang-
ing door het Departement van Oorlog wordt toevertrouwd aan eenen raad, samengesteld als volgt :

De generaal, bevelhebber der provincie Brabant ;

De bestuurder der 2^o afdeling (Personeel) bij het Departement van Oorlog ;

De afdelingsonderoverste, bestuurder van het militiebureau bij het Departement van Oorlog, en

Een onder-intendant die het ambt van secretaris waarneemt.

ART. 2. — Onze Minister van Oorlog is belast met de uitvoering van dit besluit.

Koninklijk besluit van 20 November 1870, N^o 1930, tot regeling van de wijze waarop de kas wordt beheerd.

Gezien artikel 77 der militiewet van 3 Juni 1870 ;

Gezien de artikelen 21, 22, 23 en 24 van ons besluit van 10 November 1870, N^o 1903 ;

Op voorstel van onze Ministers van Oorlog en van Financiën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

EERSTE ARTIKEL. — Een door ons benoemde raad beheert de kas voor plaatsvervangings door het Departement van Oorlog, overeenkomstig de navolgende bepalingen :

ART. 2. — De sommen voortkomende van de plaatsvervangings door het Departement van Oorlog worden gestort in de kas van de ontvangers der registratie.

ART. 3 — Deze betalingen worden vermeld onder de ontvangsten voor rekening der Thesaurie, gecentraliseerd in de boeken van het Departement van Financiën ; zij worden door den Minister van Financiën ter beschikking gesteld van de plaatsvervangingskas, op verzoek van den Minister van Oorlog.

ART. 4. — De comptabiliteit der kas is gevestigd in het Ministerie van Oorlog, onder het toezicht van den Minister.

Er wordt gehouden :

a. Een bestendige staat van de vrijwilligers met premie die mogelijk recht hebben op pensioen ;

b. Een boek waarop elke vrijwilliger met premie zijne loopende rekening heeft met *debet* en *tegoed* ;

c. Eene algemeene rekening met ieder korps ;

d. Eene bijzondere rekening over de gelden der kas, waardoor men ten allen tijde kan nagaan welke hare toestand is.

ART. 5. — De algemeene bestuurder der Thesaurie opent eene loopende rekening voor de kas.

Om de drie maanden maakt hij den Minister van Oorlog een uittreksel uit deze rekening over.

De driemaandelijksche kasopneming wordt gesteld in handen van den raad die haar naziet en, zoo daartoe reden bestaat, opmerkingen maakt.

ART. 6. — De Minister van Oorlog doet uitspraak over de geldbeleggingen die hem worden voorgesteld door den raad der kas ; zij geschieden, namens de kas en door de bemiddeling van den Minister van Financiën, in renten op den Staat. Elke nominatieve inschrijving van rente draagt de volgende nota :

« Deze inschrijving kan niet overgedragen worden dan op vertoon van » een advies van den raad der kas voor plaatsvervangings door het Departement van Oorlog. »

ART. 7. — De interesten der op naam der kas ingeschreven kapitalen worden haar in rekening gebracht door het beheer der Thesaurie.

ART. 8. — De rekening en de balans der kas worden ieder jaar opgemaakt door den raad en gesloten door den Minister van Oorlog. Evenwel stelt de raad om de drie maanden de algemeene rekening vast.

ART. 9. — De sommen, te betalen aan de vrijwilligers met premiën, en hunne hooge soldij, alsmede de premiën toegekend krachtens artikel 20 van Ons besluit van 10 November 1870, worden voor de kas voorgesloten door de beheerraden der korpsen.

Koninklijk besluit van 10 October 1879.

EERSTE ARTIKEL. — Artikel 9 van het koninklijk besluit van 20 November 1870, N^o 1930, wordt ingetrokken en door de navolgende bepaling vervangen :

« ART. 9. — De sommen te betalen aan de vrijwilligers met premie en hunne hooge soldij worden voor de kas voorgesloten door den beheerraad der korpsen. »

ART. 10. — Op verzoek van den Minister van Oorlog levert de Minister van Financiën mandaten af ten bate van :

- a) De beheerraden voor de teruggave der voorschotten waarvan sprake is in artikel 9 ;
- b) De militieofficieren, voor de hun toegekende vergoedingen ;
- c) De stortende partijen, ingeval van teruggave van den prijs der plaatsvervang.

Het bedrag dier mandaten wordt door den algemeenen bestuurder der Thesaurie op het debet der kas gebracht.

De als voldaan onderteekende mandaten worden naar het Departement van Oorlog teruggestuurd.

ART. 11. — De jaarlijksche lijfrente van 200 frank, verschuldigd aan de vrijwilligers met premie die twee termijnen vervulden ter vrijstelling van miliciens, wordt hun toegekend bij koninklijk besluit, verleend op het verslag van den Minister van Oorlog en volgens het advies van den raad der kas.

De gepensionneerde vrijwilliger duidt aan zijnen krijgsoverste de arrondissementshoofdplaats aan, waar hij zijn pensioen wenscht te trekken, en deze verwittigt het Departement van Oorlog.

Vestigt de gepensionneerde zich in eene andere verblijfplaats, dan moet hij daarvan kennis geven aan het Departement van Oorlog.

ART. 12. — De pensioenen worden uitbetaald door tusschenkomst van het beheer der Thesaurie.

De betaling geschiedt volgens collectieve staten, opgemaakt door het Ministerie van Oorlog. Deze staten worden aan de agenten der Schatkist overgemaakt door het beheer der Thesaurie dat hun de noodige kredieten opent.

ART. 13. — De pensioenen nemen een aanvang van af de eerste maand na afloop van den laatsten termijn van dienstneming. Zij worden geheel uit-

betaald voor elke begonnen maand. Zij worden betaald per trimester, op vertoon van een levensbewijs, afgeleverd door den burgemeester der woonplaats van den gepensionneerde.

ART. 14. — Buiten de bijzondere bevoegdheden, voortspruitende uit dit besluit, brengt de raad zijn advies uit over al de zaken betreffende het beheer der kas, die hem onderworpen zijn door den Minister van Oorlog. Hij doet hem de voorstellen welke hij nuttig oordeelt voor de belangen der kas.

ART. 15. — Wanneer de aanvragen tot plaatsvervanging zoo talrijk zijn dat het Departement van Oorlog aan allen geen gevolg geven kan, gaat dezelfde raad over tot eene loting om de volgorde van de te verleen plaatsvervangingen te bepalen.

ART. 16. — Onze Ministers van Oorlog en van Finantiën worden, ieder voor wat hun aangaat, met de uitvoering van dit besluit belast.

Koninklijk besluit van 4 October 1873.

ART. 16. — Elk jaar, zoodra de toestand der miliciens die de storting, vereischt bij artikel 64⁴ van de wet van 18 September 1873, hebben gedaan, is bepaald, gaat eene door Ons benoemde commissie over, in 't openbaar, tot de loting waarbij de volgorde der plaatsvervangers wordt vastgesteld.

Militie-officiëren. — Koninklijk besluit van 4 October 1873 (n^o 3160).

ART. 12. — De Minister van Oorlog vestigt voorloopig in de bestuursarrondissementen waar zulks noodig is, militie-officiëren, gemachtigd om de dienstdieningen met premie te aanvaarden.

PLAATSVER

Rekeningen over de dienstjaren 1904, 1905, 1906,

Toestand der belegde kapitalen, op 1 Januari 1904	}	Belgische schuld,
		—
		—
		—

IN

AANWIJZING.	1904	1905
-------------	------	------

KAP

Kapitalen bestaande op 1 Januari van de hiernevens opgegeven jaren.	34,419,500 »	34,619,500 »
Aangekochte kapitalen (Belgische rente, 3 t. h.)	500,000 »	496,900 »
	34,619,500 »	35,116,400 »

LOOPENDE

Batig saldo op 1 Januari van de hiernevens vermelde jaren.	1,849,014 74	2,094,282 40
Stortingen, ter registratiekantoren, van de sommen van 200 frank en de sommen tot aanvulling van 1,400 frank voor de plaatsvervanging der miliciens.	3,451,900 »	3,395,800 »
Interesten van de belegde kapitalen	1,019,530 »	1,027,030 »
Vernietiging van mandaten	344 23	»
Vernietiging van pensioenen toegekend aan militairen die zich tot eene nieuwe dienstneming hebben verbonden en overleden zijn	583 39	265 01
Teruggaven aan de kas : overschotten van voorschotten, aan de korpsen gedaan om betalingen uit te keeren aan vrijwilligers met premie, extra-toelagen ontvangen door aanwervers, voor vernietigde dienstnemingen met premie.	22,877 78	741 27
Te zamen . . . fr.	6,344,250 14	6,518,088 68
Uitgaven (volgens opgave hieronder). fr.	4,249,967 74	5,175,833 08
Batig saldo . . . fr.	2,094,282 40	1,342,255 60

UIT

Terugbetaling van 200 frank aan de miliciens die aan den dienst niet meer onderworpen kunnen worden	837,400 »	941,400 »
Terugbetaling van de voorschotten door de korpsen, aan vrijwilligers met premie	726,045 20	713,410 66
Betalingen door de posterijen gedaan aan vrijwilligers met premie.	2,037,002 97	2,904,639 59
Terugbetaling van de vervoerkosten der kandidaten-vrijwilligers met premie	1,361 90	1,263 10
Betalingen gedaan voor levering van drukwerk, materieel, enz.	1,959 92	1,745 40
Vergoedingen aan militie-officieren (daarin begrepen reis- en kantoor-kosten)	56,294 23	56,975 »
Vergoedingen aan het personeel, belast met het beheer der kas	15,750 »	17,175 »
Pensioenen voor militairen die blijgeteekend hebben.	55,000 02	52,050 02
Betaling van 1/2 t. h. aan 's Rijks rekenplichtigen, voor de inningen die zij doen voor rekening der kas	17,731 »	17,251 50
Aankoop van kapitalen (daarin begrepen het makelaarsloon en de vervallen interesten)	501,422 50	499,922 81
Te zamen . . . fr.	4,249,967 74	5,175,833 08

VANGINGSKAS

en over het dienstjaar 1907 tot 30 September

2 1/2 t. h.	2,311,000 »	} 34,419,500 »
3 t. h.	26,236,300 »	
3 t. h. (1 ^e reeks)	2,577,900 »	
3 t. h. (2 ^e reeks)	1,716,600 »	
3 t. h. (3 ^e reeks)	1,277,700 »	

KOMSTEN

1906	1907 tot 30 September.	AANMERKINGEN.
------	---------------------------	---------------

TALEN

35,416,400 »	35,616,500 »
500,100 »	504,500 »
35,616,500 »	36,421,000 »

REKENING

1,342,255 60	2,072,403 11
3,439,800 »	3,114,300 »
1,049,438 50	637,712 50
»	»
216 70	»
13,524 85	15,153 58
5,845,235 65	5,839,269 19
3,773,132 54	3,303,458 72
2,072,403 11	2,535,810 47

GAVEN

925,187 50	886,800 »
617,623 45	375,525 23
1,592,098 01	1,432,554 29
487 40	1,160 50
857 21	1,192 20
53,850 »	40,625 »
17,100 »	13,350 »
49,016 67	35,100 »
16,979 »	17,192 »
499,933 30	499,959 50
3,773,132 54	3,303,458 72

Toestand der belegde kapitalen, op 30 September 1907

Belgische schuld, 2 1/2 t. h.	. . . fr.	2,311,000
— 3 t. h. (1 ^e reeks)	. . .	3,574,800
— — (2 ^e reeks)	. . .	28,453,000
— — (3 ^e reeks)	. . .	1,782,200
Te zamen	. . . fr.	36,421,000

VRAGEN.

De begrotingen voor 1906 en 1907 stelden 15 miljoen tot de beschikking van het veldgeschut; die voor 1908, 3,200,000 frank.

Hoe komt het dat geen enkel stuk thans in gebruik is bij de batterijen?

Waren er misrekeningen in het fabriceeren? En welke is de reden daarvan?

Wanneer zal de levering geschieden?

Welke maatregelen zal de Regeering nemen opdat het getal manschappen en paarden in verhouding zij met de verhooging van het getal batterijen?

ANTWOORDEN.

Het regelen van elk nieuw fabrikaat eischt tamelijk langen tijd, vooral wanneer het geldt — zooals thans het geval is met onze nationale nijverheid — een snelvurend veldgeschut, naar een vreemd model, in al zijne bestanddeelen trouw na te maken.

Eenzeker getal nieuwe stukken met munitiewagens zijn klaar; binnenkort zullen zij kunnen afgeleverd worden aan de eenheden, om tot de onderrichting van het personeel te dienen.

Er waren geen misrekeningen in het fabriceeren: het wordt regelmatig voortgezet, en men mag hopen dat voor 1908 al de thans in de batterijen bestaande stukken zullen vervangen zijn.

Het aanvullend materieel voor de ontworpen herinrichting van het geschut zal zeer spoedig volgen.

De herinrichting van het veldgeschut zal een tijdvak van crisis zijn voor ons leger; het is dus noodig, met beleid en omzichtigheid te werk te gaan en tevens rekening te houden met den vereischten tijd tot het vervaardigen van de kanonnen, van de munitiewagens en andere rijtuigen, alsook van het munitie voor het nieuwe materieel.

Wat er ook van zij, sedert 1902 legt de Regeering er zich op toe, de vereischte manschappen, dienstig bij het veldgeschut, trapsgewijze te vermeerderen, ten einde de herinrichting te volmaken naarmate de nieuwe bewapening afgeleverd wordt.

Op bekwamen tijd zal zij aan de Wetgeving de noodige kredieten aanvragen om de herinrichting met het getal manschappen en paarden tot stand te brengen.

VRAAG.

Is het waarheid dat de Maatschappij Cockerill 14 stukken van 7 c. 5 geleverd heeft met pantsers voor casematten, bestemd voor de bewapening der sorten die nog niet aanbesteed zijn?

Deze stukken berusten thans in het krijgsarsenaal, waar zij bestendige zorgen vereischen.

Is het niet te vreezen dat, wanneer de fortten zullen voltrokken zijn en zullen moeten bewapend worden, deze kanonnen niet meer zullen beantwoorden aan de vereischten van de bewapening van den tijd?

Wanneer werden deze stukken besteld?

De vestingartillerie moet 20,000 Mauser-karabijnen bekomen.

Is het waar, dat deze karabijnen in Januari 1907 werden besteld aan de Nationale Fabrick van krijgswapens te Herstal tegen 74 frank?

Waarom werd deze bestelling niet gegeven aan Staats Wapenfabriek? Deze is daartoe toegerust, vermits zij de Mauser-geweren voor de wapenreserve vervaardigde. Zij kon ze maken tegen 62 frank, wat eene besparing van 24,600 frank zijn zou voor de Schatkist.

ANTWOORD.

Slechts 8 kanonnen van 7 c. 5, met schietgat-affuit werden aan de Maatschappij Cockerill besteld: zij zijn nog niet geleverd, maar worden *thans vervaardigd*.

Anderdeels *vervaardigde* deze firma 28 kanonnen van 5 c. 7, met schietgat-affuit.

Al deze stukken, bestemd voor de bewapening van de in aanbouw zijnde forten Stabroek en St^e-Katharina-Waver, zijn of worden aan het centraal arsenaal te Antwerpen overgemaakt, tot het oogenblik dat zij op gemelde forten worden geplaatst.

Deze twee modellen van vuurmonden zijn van een nieuw soort, met de jongste verbeteringen; zij werden eerst na afdoende proefneming aangenomen.

Voor de andere, te Antwerpen te bouwen forten zijn er talrijke vuurmonden van dezelfde modellen noodig. Ook is het noodig, ze van nu af aan te doen vervaardigen, opdat de gansche bewapening klaar zou zijn bij het voltrekken van de forten.

Dit materieel werd besteld in December 1900 voor de stukken van 7 c. 5 en in Juni 1906 voor die van 5 c. 7.

Er is besloten, de vestingartillerie te voorzien van eene repetitie-karabijn stelsel Mauser.

De Nationale Fabrick van krijgswapens te Herstal kreeg eene bestelling van 7,200 geweren, tegen den prijs van 74 frank per stuk.

Ook Staats wapenfabriek vervaardigde 2,000 karabijnen in 1907. Bij den aanvang van 1908 krijgt zij eene nieuwe bestelling.

Er kon niet aan gedacht worden, het vervaardigen van die karabijnen uitsluitend voor te behouden aan Staats wapenfabriek, zoomin als het werd gedaan voor de Mauser-geweren der infanterie en der genie.

Het is, trouwens, noodig de nieuwe bewapening van onze vestingbatterijen te voltrekken binnen eene betrekkelijk korten tijd.

Hadde men zich enkel gewend tot Staats wapenfabriek, dan moest men tegen zware kosten nog talrijke werklieden aanwerven en ze afdanken na het voltrekken van dit bijzonder werk.

Anderzijds, zou het voor Staatsfabriek onmogelijk zijn geweest, zonder hare lokalen te vergrooten en haar personeel aan officieren en technische beambten te vermeederen, de snelle vervaardiging van zooveel karabijnen gepaard te laten gaan met hare gewone werken (bestellingen van geweren, vervaardiging van voorraadstukken, herstelling van wapens voor de troepen, enz.).

In de fabrieken waar het geschut wordt vervaardigd, wordt voor het berekenen van den kostenden prijs enkel gelet op het cijfer der *werkelijke* uitgave voor de uitvoering van het werk. Er wordt geen acht gegeven op de jaarwedde van de officieren en van de betaalde beamtten der technische diensten of der bestuursdiensten, evenmin als op de soldij en de andere betalingen van allen aard aan de militaire arbeiders.

In dezen kostenden prijs worden daarenboven de algemeene kosten slechts voor eene betrekkelijk weinig aanzienlijke som medegerekend, aangezien daarin geene kosten van onderhoud der gebouwen, kazernen, enz., zijn begrepen, noch kosten van delging voor het gereedschap, interesten op het aangewend kapitaal, kortom, alle andere lasten die aan burgerlijke ondernemingen zijn opgelegd.

Het verschil in prijs, waarop werd gewezen, bestaat dus meer in schijn dan in werkelijkheid.

VRAAG.

Hoe staat het met de militaire pensioenen en wanneer worden de dienaangaande gedane beloften verwezenlijkt?

ANTWOORD.

Dienaangaande werden geene beloften gedaan, doch enkel onderhandelingen aangeknoopt.

Dit jaar zelfs heeft het Departement van Oorlog een ontwerp tot verbetering van de militaire pensioenen tot onderzoek medegedeeld aan het Departement van Financiën.

Den 16ⁿ Juli 1907 antwoordde dienaangaande de heer Minister van Financiën aan den heer Verheyen :

» Aan de Regeering, die aansprakelijk is voor het evenwicht in de
» begroting, komt het toe, het gepaste oogenblik te kiezen om wets-
» ontwerpen in te dienen, die, zooals het bedoelde, aanleiding geven tot
» eene jaarlijksche aanzienlijke uitgave.

» De keuze van het oogenblik moet worden bepaald door het bedrag van
» de beschikbare geldmiddelen en tevens naar gelang dat de aangevraagde
» uitgaven spoedvereischend zijn. »

Zoodra de geldelijke toestand het veroorlooft, wordt de zaak hervat, ten einde na te gaan of zij stuksgewijs kan opgelost worden, te beginnen met de slechtst bedeelden.

VRAAG.

Kan het Departement van Oorlog niet tot stand brengen eene kas voor weduwen en weezen van onderofficieren, naar het voorbeeld van de inrichting der verzekeringsmaatschappijen?

Het gebeurt zeer dikwijls dat men, om die ongelukkigen bij te staan, militaire feesten moet inrichten of geldinzamelingen doen; dat gebeurt ten nadeele van de soldij der gegradueerden en strijdt met 's lands waardigheid.

ANTWOORD.

Het Ministerie van Oorlog houdt zich ijverig bezig met het tot stand brengen van eene bijzondere kas voor weduwen en weezen van de onder-officiëren en soldaten.

VRAAG.

Bereden troepen.

Denkt het Departement van Oorlog er niet aan, paarden tot de beschikking te stellen van de bereden officieren tot den graad van kapitein, zooals in Frankrijk geschiedt?

Er dient niet te worden vergeten dat men slechts eene bijjaarwedde van 600 frank verleent aan den officier die twee paarden heeft.

Deze vergoeding is ternauwernood voldoende voor den officier die slechts één paard heeft.

ANTWOORD.

Dat vraagstuk is ingewikkeld; tot hiertoe kon het niet opgelost worden zoo dat er voldoening wordt geschonken tegelijkertijd aan de belangen van den dienst, aan die der Schatkist en aan die der betrokken officieren.

De vergoeding voor paarden schijnt toereikend. Overigens, zij gaf niet aanleiding tot opmerkingen van wege de militaire overheid.

VRAAG.

Naar de huidige regeling hebben de veeartsen-diensthoofden der legerafdeelingen den graad van eerstaanwezend veearts. Behoort het niet, dezen graad insgelijks toe te kennen aan de veeartsen der cavalerieafdeelingen die thans enkel den graad van regimentsveearts bezitten?

ANTWOORD.

Deze maatregel zou in strijd zijn met de vereischten van eene redematige inrichting waarbij rekening wordt gehouden met de huidige behoeften van den dienst in oorlogstijd en tevens met den plicht om, zooveel mogelijk, te zorgen voor eene geregelde en harmonische bevordering van de officieren en degenen die met dezen gelijkgesteld zijn.

VRAAG.

Een lid vraagt waarom de met militairen gelijkgestelde werklieden, in 1904 aangenomen, langer moeten wachten dan hunne gezellen der klassen 1902 en 1903 om loonsverhooging te bekomen.

Hij zegt dat die van 1904 hunne tweede verhooging slechts na vijf jaar kunnen bekomen, terwijl dezelfde vergoeding aan de anderen wordt verleend na drie jaar. Hij drukt den wensch uit, dien toestand te zien ophouden; men kan hem hoegenaamd niet rechtvaardigen, vermits de werklieden van de verschillende klassen denzelfden arbeid moeten verrichten.

ANTWOORD.

Het voorloopig reglement betreffende het burgerlijk personeel van de inrichtingen voor den dienst der mondbehoefden en van de militaire gasthuizen, in 1902 opgemaakt ter voldoening aan de militiewet, bepaalt dat twee loonsverhoogingen van 25 centiemen worden verleend aan de verdienstelijke werklieden, respectievelijk na het eerste en na het derde jaar. Deze bepalingen werden toegepast op al de werklieden, aangenomen vóór 1 September 1904.

Het is gebleken dat op die wijze de werklieden hun maximum-loon bereikten, vooraleer zij in staat waren een in alle omstandigheden voldoende bewijs te leveren van hunne bekwaamheid, van hun goed gedrag en van hunnen ijver.

Om deze bezwaren te vermijden, werd door eene wijziging in bedoeld reglement, dagteekenende van Augustus 1904, de diensttermijn tot het bekomen van de tweede verhooging, verlengd tot vijf jaar, wat niet overdreven is.

Van deze nieuwe bepalingen werd kennis gegeven aan al degenen die na de maand Augustus eene aanvraag indienden voor bedoelde betrekkingen; deze kennisgeving had plaats voor dat zij hunne verbintenis onderteekenden. Zij werden dus hoegenaamd niet benadeeld. De werklieden, aangeworven vóór 1 September 1904, hebben eenvoudig voordeel getrokken uit een toestand dien men later te voordeelig vond.

VRAAG.

Een lid drukt den wensch uit, dat men het aangaan van een huwelijk door de officieren in ruime mate zou gemakkelijker maken.

Andere verklaren dat hunne wenschen verder strekken: zij vragen dat de wet op het uitzet der echtgenooten van officieren zou gewijzigd worden. De afdeeling gelast haren verslaggever, deze vragen aan de Middenafdeeling te onderwerpen.

ANTWOORD.

De bestaande onderrichtingen over het huwelijk der officieren hebben enkel ten doel, de zedelijke en stoffelijke belangen van het leger te vrijwaren.

De aanvragen tot machtiging om een huwelijk aan te gaan worden steeds welwillend onderzocht; zooals ik het op 7 Augustus laatstleden in den Senaat deed opmerken, werden 545 aanvragen van de 604, dus 90 t. h., ingewilligd gedurende de jongste vijf jaar.

Het Departement van Oorlog past dus bedoelde voorschriften hoegenaamd niet streng toe; telkens het mogelijk was, heeft het den regel betreffende het uitzet over het hoofd gezien.

VRAAG.

Kan men aan het hoofd der cavalerie, onder voorzitterschap van den oudsten luitenant-generaal der cavalerie, niet een dienst inrichten, in den aard van den toezichtsdienst bij de artillerie? (Vroeger opperbevelhebberschap.)

ANTWOORD.

De noodige inrichting op vredesvoet en op oorlogsvoet wettigt geenszins het wederinvoeren van dezen dienst, afgeschaft bij koninklijk besluit van 25 Juni 1902, n^o 14,226.

VRAAG.

De noodwendigheid der inrichting van een dienst van mecanotherapie te Brussel doet de behoefte aan een dienst van radiographie ter rijschool van Ieperen blijken.

ANTWOORD.

De inrichting van een dienst van radiographie in het hospitaal te Ieperen kan ter studie en desnoods ten uitvoer gelegd worden, te gelijk met de vervorming dezer inrichting.

VRAAG.

Het schijnt volstrekt noodig, voortaan in de boekjes voor het mobielmaken van het leger de « wetten op de gewoonten en gebruiken bij het oorlogvoeren », naar de onlangs te 's Gravenhagen aangenomen voorschriften, in te lasschen vóór of na de bepalingen der Overeenkomst van Geneve. Tegenwoordig staat op dat boekje geen enkele nota betreffende aanbevelingen waarvan de soldaat in de naburige landen op de hoogte is (en die hij ook te onzent kennen moet).

ANTWOORD.

Zoodra de besluiten der Conferentie te 's Gravenhage door de Kamers goedgekeurd zijn, zal mijn Departement een bijzonder reglement op de wetten, gewoonten en gebruiken in oorlogstijd invoeren.

Het zal bevatten de voormelde besluiten alsook den tekst der Overeenkomst van Geneve en der Verklaring van Sint-Petersburg, rakende het verbod van sommige werptuigen in oorlogstijd.

Dat reglement zal worden terhandgesteld aan al de officieren en eenheden van het leger, met opdracht daaromtrent de troep te onderrichten.

Ik zal overigens onderzoeken of het gepast is uittreksels daarvan in het boekje van mobielmaking in te lasschen.

VRAAG.

Een lid vestigt de aandacht der Regeering op den toestand der burgerlijke archivariissen bij het Ministerie van Oorlog.

ANTWOORD.

De burgerlijke archivariissen vervangen de onderofficieren en soldaten die in de bureelen dienst deden vóór het van kracht worden der huidige militiewet.

Zij zijn ingedeeld in drie klassen en hebben respectievelijk de volgende jaarwedden :

3 ^{de} klasse . . .	1,400	1,500	1,600
2 ^{de} — . . .	1,700	1,850	2,000
1 ^{ste} — . . .	2,200	2,350	2,500

Zij worden toegelaten tot de middelbare en hoogste jaarwedde in elke klasse na twee jaren dienst met de vorige wedde. Eene verhooging, verleend aan hen die, 50 jaar oud zijnde, daarenboven voldoen aan sommige vereischen, wat betreft de jaren dienst, laat aan de archivariissen van 1^e klasse toe, op het einde hunner loopbaan de jaarwedde van 3,000 frank te bereiken.

Door de gelijktijdige totstandkoming van het getal ambten voorzien voor de 1^e en de 2^e klasse, ging een groot aantal der tegenwoordige archivariissen ras vooruit; negen onder dezen die sinds einde 1902 in het bestuur traden, zijn reeds tot de 1^e klasse bevorderd met de jaarwedde van 2,200 frank, en 19 tot de 3^e klasse met de jaarwedde van 1,700 frank.

Dus heeft die klasse van beambten zeker niet te klagen.

VRAAG.

Welke zijn de uitkomsten van de toepassing der wet op de vrijwillige dienstnemingen?

ANTWOORD.

Ik verwijz naar mijn antwoord op de eerste vraag der middenafdeeling.

VRAAG.

Een wensch dat de vier « regiments-paardenartsen » (die der vijfde legerafdeeling, der gendarmerie en de twee der afdeelingen ruitery), evenals hunne collegas dienstoversten van de afdeelingen infanterie, tot « eerstaanwezende paardenartsen benoemd worden. »

Voorgestelde indeeling.

In stede van :

1 hoofd-paardenarts . . .
4 eerstaanwezende. . . .
10 van het regiment . . .
8 1 ^{ste} klasse
8 2 ^e —
7 3 ^e —
6 adjunkten

41

Diende het volgens sommigen te zijn :

1 hoofd-paardenarts.
7 eerstaanwezende.
8 van het regiment.
4 1 ^{ste} klasse.
8 2 ^e —
7 } 15
6 }

41

ANTWOORD.

Wat betreft den paardenarts der gendarmerie, verwijs ik naar het weigerend antwoord, naar aanleiding daarvan gegeven aan de Middenafdeeling belast met het onderzoek van de begrooting der gendarmerie voor het dienstjaar 1907.

Voor het tot stand komen van drie ambten van eerstaanwend paardenarts voor de dienstoversten der afdeelingen ruitery en der vijfde legerafdeeling, verwijs ik naar mijn antwoord op eene soortgelijke vraag van de Middenafdeeling, met het onderzoek der huidige begrooting van oorlog belast.

VRAAG.

Zou het niet raadzaam zijn, een onderscheid te maken tusschen het bevel der legerafdeelingen en het bevel der omschrijving? Dit laatste bevel, dat den voorrang geniet, zou gevoerd moeten worden door den oudsten luitenant-generaal, uit welk wapen hij ook komt. Het thans bestaande stelsel geeft aanleiding tot zonderlinge onregelmatigheden.

ANTWOORD.

Deze vragen bedoelen de bevoegdheden van het hooger bevel. Ik zal ze met aandacht onderzoeken.

VRAAG.

De bevordering van de militaire geneesheeren gaat zeer langzaam. Na lange en moeilijke studiën, die zij overigens zelf bekostigd hebben, bekomen zij slechts laattijdig den graad van officier, en daaronder lijden zij hun heele loopbaan lang: zij worden slechts kapitein, kapitein-commandant, enz., verscheidene jaren na hunne collega's van de andere wapenen en diensten.

De eerste regimentsartsen van 3^e klasse (kapiteins-commandant), die thans regimentsarts van 1^e klasse (majors) kunnen benoemd worden, zijn nu reeds 50 jaar oud. En niets laat voorzien dat er tusschen dit en twee jaar nog eenige benoeming zal worden gedaan.

Deze vertraging wordt met het jaar aanzienlijker. Zooals het kleine verschil — twee of drie jaar — tusschen de bovengemelde cijfers het aanduidt, is het zeker dat de eerste dier artszen (de huidige regimentsartsen van 2^e klasse) geen majoor zullen worden vóór hun 55^e jaar.

Het onderhavige ontwerp, dat ten doel heeft de plaatsvervangende artszen tot den rang van officier te verheffen, zal vooral de thans in dienst zijnde plaatsvervangende, en hen die er onmiddellijk op volgen, bevoordeelen. Doch deze wijziging zal hen niet vroeger tot de volgende graden brengen, want om dien graad te bekomen moeten zij een grooter getal volgnummers doorloopen.

Men dient het kader te verbeteren:

1^o door het getal eerstaanwendende artszen van 1^e klasse (kolonels) te verhoogen en dit van de eerstaanwendende van 2^e klasse (luitenant-kolonels) in gelijke mate te verminderen.

Er is klaarblijkelijk verschil tusschen het getal der eerste (4) en het getal der tweede (13).

In de wapenen en in verschillende diensten, is het getal kolonels gelijk met dat der luitenant-kolonels; in de genie zijn 3 kolonels voor 9 luitenant-kolonels; in de intendantie, 4 kolonels voor 6 luitenant-kolonels; men ziet dus dat in dit opzicht de gezondheidsdienst volkomen slecht bedeed is.

De graad van eerstaanwezenden arts van 1^o klasse (kolonel) is overigens de hoogste op een na, waartoe de artsen kunnen komen; het schijnt dus billijk, den toegang tot dien graad gemakkelijker te maken voor het meerendeel der artsen;

2^o door het getal regimentsartsen van 1^o klasse (majoors) te verhoogen;

3^o Door de afschaffing van de 3^e klasse der regimentsartsen, gelijkgesteld in denzelfden graad met die van 2^o klasse (kapiteins-commandant). Deze indeeling in twee klassen van de artsen, kapiteins-commandant, heeft geen reden van bestaan en is tegen elken regel;

4^o Door de verhooging van het getal bataljonsartsen van 1^{ste} klasse. (Deze verhooging wordt, zoo 't schijnt, ook beoogd in dit ontwerp.)

Deze wijzigingen zouden in zekere mate de bevordering ietwat bespoedigen en de bezwaren vergoeden, die voortspruiten uit het later bekomen van den graad van officier.

ATWOORD.

De Regeering zal eerlang in de Kamers een wetsontwerp indienen, waarbij de volgorde wordt vastgesteld eensdeels, van de geneesheeren, met hogere officieren gelijkgesteld, en, anderdeels, van de geneesheeren, met lagere officieren gelijkgesteld.

Na de goedkeuring van dit wetsontwerp, zal ik onderzoeken, rekening houdende met de behoeften van den dienst en met de vereischten van eene billijke verhouding onder de graden, in welke mate aan de door de Middenafdeeling uitgedrukte wenschen gevolg kan gegeven worden.

Men zal bemerken hoezeer de wenschen, in de 2^{de} en in de 3^{de} afdeeling uitgedrukt betreffende de *militaire pensioenkas*, de aandacht hebben gevestigd van de Middenafdeeling, waar een lid ze voorgebracht heeft, door daarover eene vraag te stellen, waarop het Departement van Oorlog een met redenen omkleed antwoord gegeven heeft.

Bij de stemming werd de begroting van oorlog aangenomen met 5 stemmen tegen 1.

De Verslaggever,
DE MAERE D'AERTRIJCKE.

De Voorzitter,
E. NERINCX.
